



# **BILAN** **2017**

un engagement solidaire de SUEZ



**NOS PARTENAIRES**

1001fontaines	26		
ACF	18		
Acta Vista	52	Emmaüs Cotentin	56
ACTED	24, 31, 33	Fondation Good Planet	41
Action Emploi Réfugiés	57	Friendship	33
Agence des Micro-Projets	20	Gevalor	39
Agir pour l'École	63	GK Savar	29
Aide et Action	27	Gret	28, 42
Amor	41	Institut de France	72
Aquassistance	34	Institut de l'Engagement	65
Arozoaar	50	Inter Aide	26
ATD Quart Monde	48	La Cimade	52
Ateliers sans Frontières	53	La Cravate Solidaire	49
Bail pour Tous	51	LE BAL	67
CEFREPADE	43	LUKMEF	27
Casamance Amitié	23	Maison pour Rebondir	54
Chaire ParisTech		MORIJA	21
«SUEZ-Eau pour Tous»	74	Musée du quai Branly -	
Culture prioritaire	63	Jacques Chirac	66
DAA	22	Orchestre Symphonique	
Eau Vive	19, 21, 23, 40	Divertimento	62
Eau & Vie	30	Péniche du Cœur	53
		Positive Planet International	38
		Promofemmes	55
		Puits du Désert	25
		Réjoué	56
		San Lorenzo	57
		Secours Catholique	
		Caritas France	29, 40
		SOS Sahel	22
		Triangle GH	25
		UNICEF	24
		Unis-Cités	64



**1 développer l'accès aux services essentiels**  
pour les populations défavorisées des pays en développement

- eau et assainissement  
ENJEUX p.16 PROJETS p.18
- aide humanitaire d'urgence  
ENJEUX p.32 PROJETS p.33
- gestion des déchets  
ENJEUX p.36 PROJETS p.38



**2 favoriser l'insertion par l'emploi et la formation**

- ENJEUX p.46
- PROJETS p.48



**3 renforcer la cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport**

- ENJEUX p.60
- PROJETS p.62



**4 renforcer les compétences et stimuler l'innovation**

- ENJEUX p.70
- PROJETS p.72

**la Fondation SUEZ**  
présentation

Engagés dans le combat contre l'exclusion, par Jean-Louis Chaussade	p.5
Paroles d'administrateurs	p.6
La Fondation et ses partenaires une ambition et un engagement partagés	p.8
Combattre l'exclusion, favoriser l'inclusion	p.10
3 axes d'intervention 149 projets soutenus	p.12
Une gouvernance collaborative et engagée	p.76
Remerciements	p.78



# Engagés dans le combat contre l'exclusion



Jean-Louis Chaussade

Directeur général de SUEZ, Président-Fondateur de la Fondation SUEZ

De 2011 à 2017, le Fonds SUEZ initiatives a déployé son action en partenariat avec les associations et les ONG partenaires, dans les pays en développement et en France, et en s'appuyant sur la mobilisation croissante des collaborateurs du Groupe co-engagés au sein de la « communauté du Fonds ». Doté d'un budget cumulé de 28 millions d'euros sur sept ans, le Fonds a soutenu des projets qui ont permis à plus de 5 millions de personnes de voir leur vie s'améliorer dans les pays en développement; et à plus de 2 200 personnes très éloignées de l'emploi de retrouver le chemin de l'insertion en France. Forts de ces réalisations, mais déterminés à renforcer encore notre engagement au regard de l'ampleur des besoins, nous avons créé en 2017 la Fondation SUEZ, qui prend donc la suite du Fonds, avec un mot d'ordre unique: « **Combattre l'exclusion, favoriser l'inclusion** ».

Car il s'agit bien d'un combat, à mener sur tous les fronts de l'exclusion. Dans les pays en développement, la privation d'accès à l'eau potable entrave lourdement le développement des communautés et des individus, tandis que le manque d'assainissement pénalise particulièrement les femmes et les enfants: en 2017, **2,1 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à l'eau potable salubre à leur domicile et 4,56 milliards ne disposaient pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité**. En France, l'exclusion réduit les personnes au statut de « sans »: sans emploi, sans logement, sans papiers, sans éducation, sans formation, sans accès aux soins... Ces différentes privations tendant inexorablement à se cumuler et à accentuer les discriminations au détriment de la cohésion sociale. Dans un tel contexte, **notre engagement est impératif**. Il procède de notre responsabilité d'entreprise et s'inscrit dans la feuille de route des Objectifs de Développement

Durable fixés par l'ONU à toute la communauté internationale à l'horizon 2030.

Notre action s'organise désormais autour de trois axes: dans les pays en développement, le renforcement de l'accès aux services essentiels (eau, assainissement et gestion des déchets); en France, les actions en faveur de l'insertion par l'emploi et la formation d'une part, et en faveur de la cohésion sociale sur les territoires d'autre part, dans un souci de prévenir en amont les problématiques sociales. Avec, de façon transversale, un objectif de renforcement des compétences de tous les bénéficiaires appelés à devenir pleinement acteurs de leur progression.

**NOTRE COMBAT EST AMBITIEUX, MAIS IL N'EST PAS IRRÉALISTE**

Parce que nous sommes pleinement engagés dans une dynamique de co-construction avec nos partenaires qui conçoivent et mettent en

œuvre des réponses efficaces et durables aux besoins des populations soutenues.

Parce que nous sommes très attachés à l'implication des acteurs locaux (habitants, institutions, responsables locaux) dans les projets et à l'impact durable des actions menées sur leur autonomisation. Parce que nous veillons toujours à évaluer, capitaliser et diffuser les résultats des projets que nous accompagnons. Parce qu'enfin, de plus en plus, nous jouons un rôle d'incubateur et d'accélérateur d'innovation.

La bataille de l'inclusion est engagée, nous sommes fiers d'y tenir notre place, aux côtés des collaborateurs de l'entreprise, des porteurs de projets et des populations concernées. ●

## LES TEMPS FORTS EN 2017

- 1 Jean-Louis Chaussade dans l'émission de BFM TV A But Non Lucratif: « L'accès à l'eau et l'assainissement est la première pierre du développement, et nous visons avant tout l'autonomisation des populations. »
- 2 La Fondation et la Direction des Ressources Humaines de SUEZ avec l'appui de la Direction des Communications mettent en place une démarche pilote pour accompagner « L'engagement des collaborateurs ». Un projet qui vise à rapprocher les besoins des associations et les compétences des collaborateurs du Groupe.
- 3 Naissance de la Fondation SUEZ. En 2017, le Conseil d'Administration aura décidé le soutien à 34 projets.
- 4 Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, Jean-Louis Chaussade et Charles Chaumin, Président d'Aquassistances, signent une Convention de partenariat avec le Centre de Crise du Ministère de l'Europe et des Affaires Européennes la Fondation SUEZ et Aquassistances.
- 5 Le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire Nicolas Hulot en visite chez Ateliers sans Frontières (94): la Fondation SUEZ témoigne aux côtés de la Maison pour Rebondir.
- 6 Parution du Mémento de l'Assainissement du Gret. Un document de référence soutenu par la Fondation pour accélérer l'accès à l'assainissement dans les pays en développement et en transition.
- 7 La Fondation décide d'accorder son soutien en urgence à l'ONG bangladaise Friendship International qui intervient auprès des Rohingyas.



fondation  
suez

# Inclusion, co-construction et innovation



**Bernard Guirkinger**  
Délégué régional du Groupe  
SOS région Est

“ Les projets de l'économie sociale et solidaire (ESS) et ceux de l'aide aux développements ont une visée commune : concevoir et mettre en œuvre des réponses à des besoins fondamentaux non ou mal couverts afin d'améliorer durablement la qualité de vie des personnes. Ce qui signifie que les porteurs de projets doivent inventer de nouveaux modèles capables de concilier impact social, impact économique et impact environnemental. Ils s'inscrivent donc nécessairement dans une dynamique de co-construction et d'innovation, très ancrée sur la réalité des territoires.



**Marie Trelu-Kane**  
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE,  
Conseillère au Conseil économique, social et environnemental

“ Aujourd'hui, comme le montre l'enthousiasme des jeunes et de notre société pour le «Service Civique», l'heure est à une société de l'engagement..., une société où chacun «doit faire sa part». Parce que les jeunes

sont notre avenir et notre bien le plus précieux, il est essentiel de reconnaître, valoriser et encourager leur engagement, notamment en leur ouvrant les portes des entreprises. Les aider à préparer des entretiens

futurs, les accueillir pour une découverte métier, les accompagner et les soutenir dans leurs actions de solidarité, ... la Fondation SUEZ sait à cet égard être innovante et ouverte à l'ensemble de son écosystème.

“ Le développement du mécénat de compétences au sein du groupe SUEZ s'inscrit dans l'exercice de notre responsabilité sociétale. Il répond d'un côté à la demande des associations, qui ont besoin de moyens ou de compétences pour renforcer le projet; de l'autre au désir des collaborateurs de prendre une part très concrète à l'engagement

solidaire de l'entreprise. Cette mise à disposition gratuite des compétences des salariés, experts du groupe, menée dans un esprit d'entraide et de partage qui fait disparaître les hiérarchies classiques, rapproche des univers a priori très différents pour le plus grand bénéfice de tous.



**Dominique Pin**  
Ingénieur des Arts et Manufactures



## Une ambition et un engagement partagés



Des kits d'urgence pour les réfugiés (ACF)



Des ateliers pour sensibiliser les enfants à l'art et aux différentes cultures et civilisations (Musée du quai Branly - Jacques Chirac)



Des emplois qui répondent aux besoins non solvables du territoire (ATD Quart Monde)



La Fondation SUEZ est très attachée à la qualité des partenariats. Quels sont pour vous les facteurs et les enjeux de cette réussite ?



**Myriam Bincaille**  
Déléguée générale de la Fondation SUEZ

« La mission de la Fondation SUEZ est ambitieuse et sa réussite s'appuie nécessairement sur le déploiement de ce que j'appellerai un « écosystème partenarial ». Chaque projet soutenu mobilise dans la durée toutes les parties prenantes. Populations, organisations de la société civile, acteurs institutionnels... et les salariés du Groupe SUEZ, évaluateurs et référents de projet, qui interviennent en mécénat de compétences. Ce co-engagement est déterminant et c'est un de nos critères de sélection. C'est cette logique qui guide

les relations que nous avons avec nos partenaires porteurs de projets. Confiance, vision commune, complémentarité des moyens et des savoir-faire : au-delà du soutien financier, nous croyons à la fécondité d'un dialogue soutenu et à l'appui par les compétences.



**Thomas Ribemont**  
Président d'Action Contre la Faim

« Si le cœur de la mission d'ACF est bien d'agir contre la faim, notre combat est beaucoup plus global et embrasse toutes les causes de la faim dans le monde : pauvreté, conflits, épidémies, changement

climatique, immobilité politique... Cette approche rejoint les intuitions de la Fondation SUEZ, qui, via notamment des programmes d'accès aux services essentiels, s'emploie à lutter pour un monde plus inclusif. Nous sommes très attachés à la qualité de notre partenariat qui depuis 10 ans nous permet, ensemble, d'être tout à la fois réactifs dans l'urgence et efficaces dans la durée pour un accès à l'eau potable pour le plus grand nombre.

# 34

nouveaux projets  
soutenus



**Didier Goubert**  
Directeur de l'entreprise solidaire « Travailler et Apprendre Ensemble » d'ATD Quart Monde, coordinateur de l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur Longue Durée »

« Lorsque nous avons lancé le programme « Territoires zéro chômage de longue durée », dans le cadre de la loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, nous avons besoin du soutien de partenaires prêts à s'engager sur plusieurs années dans une expérimentation innovante, porteuse de beaucoup d'espoirs mais aussi demandant

une grande vigilance dans sa mise en œuvre. En nous rejoignant, la Fondation SUEZ a fait le pari de la réussite de cette innovation sociale au service de l'emploi sur les territoires et de son intégration durable dans un cadre légal.



**Jérôme Bastianelli**  
Directeur général délégué du musée du quai Branly - Jacques Chirac

« Les institutions culturelles ont un rôle proactif à jouer dans la démocratisation de la culture, d'où l'idée du Musée du quai Branly d'inverser la logique classique en organisant avec les « Ateliers nomades »

des activités hors les murs, pour aller à la rencontre des personnes qui ont peu l'occasion, les moyens ou même l'idée d'aller dans un musée. Cette initiative a reçu un écho très favorable auprès de la Fondation SUEZ, elle s'inscrit dans une volonté partagée de bousculer les barrières géographiques et sociales au profit d'une meilleure cohésion sociale sur les territoires.

**Myriam Bincaille**

« Avec l'intégration d'un nouvel axe d'intervention, la Fondation SUEZ embrasse aujourd'hui un spectre élargi d'actions en faveur de l'inclusion, en France. Des projets soutenus à leurs débuts, se sont aujourd'hui diffusés et renforcés. Nous jouons un rôle d'incubateur et le soutien que nous apportons à nos partenaires contribue au changement d'échelle et à l'essaimage de leurs initiatives, favorisant ainsi la démultiplication de leur impact social, économique, sociétal et environnemental. C'est tout le sens de notre action. »

Depuis sa création, le Fonds SUEZ et la Fondation SUEZ ont soutenu les projets d'Action Contre la Faim au Burkina Faso, au Tchad et en Irak améliorant ainsi les conditions de vie et la santé de plus de 130 000 personnes.

**Territoire Zéro Chômeur Longue Durée** : en un an, 420 personnes ont été embauchées dans les 10 entreprises à but d'emploi créées dans le cadre de cette expérimentation.

**Le musée du quai Branly - Jacques Chirac** est lauréat de la première édition du Prix « Osez le musée » qui distingue les musées engagés dans une politique volontariste et novatrice en direction des personnes en situation d'exclusion ou de vulnérabilité sociale et économique.

# Combattre l'exclusion, favoriser l'inclusion

La Fondation SUEZ accompagne des porteurs de projets – associations locales et ONG d'envergure internationale – engagés dans la lutte contre l'exclusion en France et dans les pays en développement. Dotée d'un budget annuel de 4M€, elle leur apporte un soutien financier et/ou met à leur disposition les compétences et savoir-faire des collaborateurs du Groupe qui souhaitent s'engager à travers un dispositif de mécénat de compétences.

## Trois axes d'intervention

La Fondation inscrit son action dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies selon trois axes :



### L'accès des populations défavorisées aux services essentiels

La Fondation soutient des projets visant à renforcer l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets pour les populations défavorisées des pays en développement, dans les zones rurales comme dans les quartiers précaires ou péri-urbains.



### L'insertion par l'emploi et la formation

La Fondation soutient des projets visant à favoriser l'insertion ou la réinsertion des personnes fragilisées, en agissant sur tous les fronts de l'exclusion : la formation, le logement, l'emploi, la langue, le statut...



### La cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport

La Fondation soutient des projets visant à améliorer l'intégration et le vivre-ensemble en France, en s'appuyant sur l'éducation, la culture et le sport comme leviers de cohésion sociale, ou comment passer du «eux» au «nous».

## Des principes exigeants pour des résultats durables...

La Fondation organise deux fois par an un appel à projets et sélectionne les dossiers selon un ensemble de critères visant à assurer la durabilité des projets : qualification de la demande, impact sanitaire et social, pertinence technique, implication des acteurs locaux et autonomisation des populations, cohérence avec la dynamique du territoire, dynamique de sortie.

Dans le cadre d'un dialogue soutenu avec les structures partenaires, chaque projet accepté bénéficie ensuite d'un accompagnement dans la durée, jusqu'à l'évaluation finale.

Les résultats font l'objet d'une capitalisation en vue de la diffusion des savoirs et de la réplique des projets, ainsi que d'un suivi ex-post.

## ...et des collaborateurs qui s'engagent

Pour répondre au désir d'engagement solidaire que les collaborateurs de SUEZ ont exprimé et en cohérence avec la politique du Groupe de développer son action en faveur des territoires, la Fondation et les Directions Ressources Humaines et Communication du Groupe ont lancé en 2017 la démarche «Engagement Solidaire des Collaborateurs». Dans ce cadre, des missions solidaires sont proposées aux collaborateurs, qui peuvent donner de leur temps ou partager leurs compétences. L'objectif est d'une part de rapprocher les besoins en accompagnement des associations partenaires avec la capacité des salariés volontaires à y répondre ; d'autre part de permettre aux collaborateurs de faire l'expérience d'un autre mode de mobilisation professionnelle et d'apprendre de ces différences.

Aider les bénéficiaires à devenir pleinement acteurs de leur développement

**4M€**  
Budget alloué par an

**66** ONG et associations soutenues

**Accès aux services essentiels**

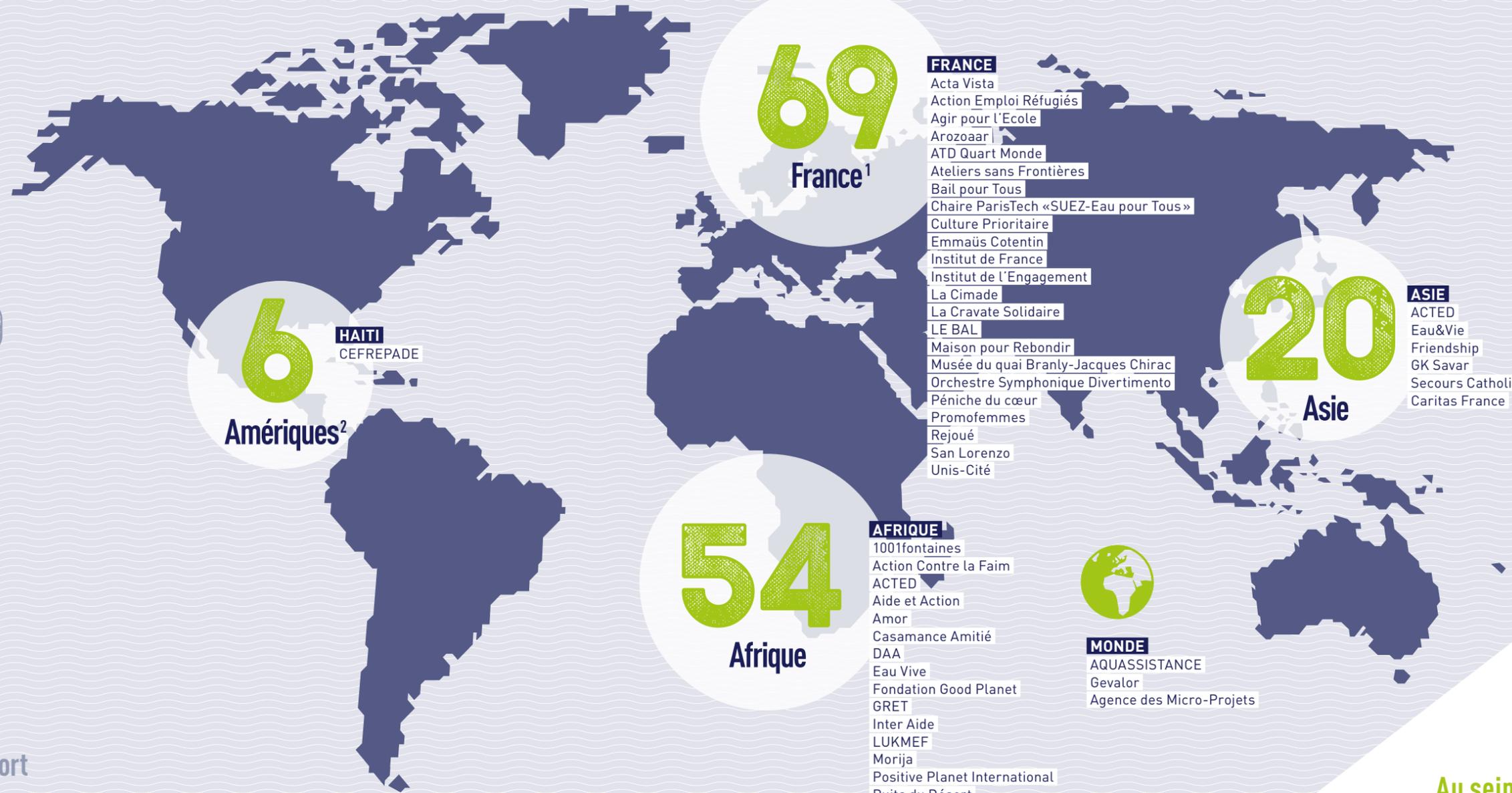
plus de **5 000 000** habitants directement concernés

**Insertion par l'emploi et la formation**

+ de **2 200** personnes concernées

**Cohésion sociale**

+ de **4 000** jeunes accompagnés par l'éducation, la culture et le sport



**FRANCE**

- Acta Vista
- Action Emploi Réfugiés
- Agir pour l'Ecole
- Arozoar
- ATD Quart Monde
- Ateliers sans Frontières
- Bail pour Tous
- Chaire ParisTech «SUEZ-Eau pour Tous»
- Culture Prioritaire
- Emmaüs Cotentin
- Institut de France
- Institut de l'Engagement
- La Cimade
- La Cravate Solidaire
- LE BAL
- Maison pour Rebondir
- Musée du quai Branly-Jacques Chirac
- Orchestre Symphonique Divertimento
- Péniche du cœur
- Promofemmes
- Rejoué
- San Lorenzo
- Unis-Cité

**HAITI**  
CEFREPADE

**AFRIQUE**

- 1001fontaines
- Action Contre la Faim
- ACTED
- Aide et Action
- Amor
- Casamance Amitié
- DAA
- Eau Vive
- Fondation Good Planet
- GRET
- Inter Aide
- LUKMEF
- Morija
- Positive Planet International
- Puits du Désert
- Secours Catholique-Caritas France
- SOS Sahel
- Triangle GH
- UNICEF

**ASIE**

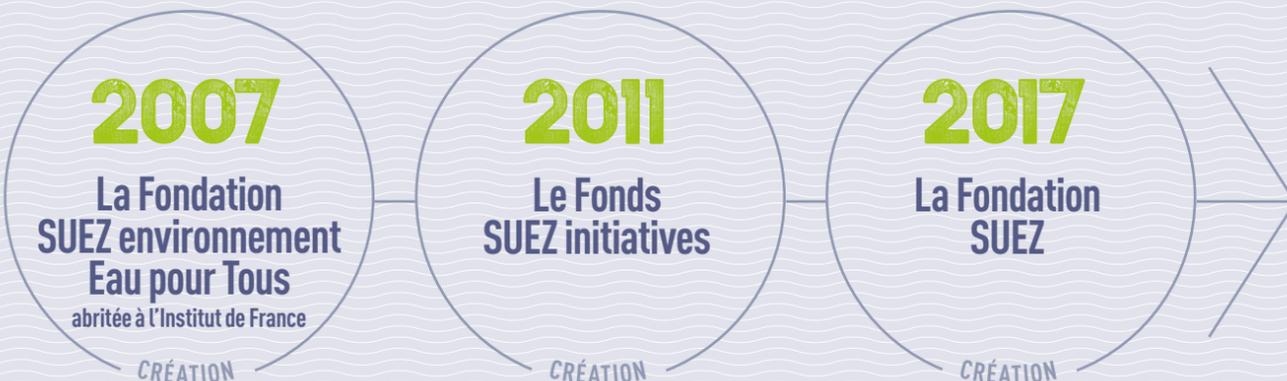
- ACTED
- Eau&Vie
- Friendship
- GK Savar
- Secours Catholique
- Caritas France



**MONDE**

- AQUASSISTANCE
- Gevalor
- Agence des Micro-Projets

Données consolidées 2011 - 2017 - Sources : associations et ONG partenaires



1. Insertion et cohésion sociale  
2. Dont Caraïbes

**Au sein du Groupe SUEZ**  
**7 fondations**  
**4 associations**

L'engagement du Groupe SUEZ, ce sont aussi 7 fondations et 4 associations au sein des filiales du Groupe dans le monde, qui interviennent dans le domaine de

la lutte contre l'exclusion, pour l'équité sociale, la protection de l'environnement et le développement des ressources, pour un montant de plus de 13 millions d'euros.



Les actions de sensibilisation et mobilisation sont au cœur de la lutte contre les maladies hydriques

**DÉVELOPPER L'ACCÈS  
AUX SERVICES ESSENTIELS  
POUR LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES  
DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**



ENJEUX

# L'accès à l'eau et à l'assainissement, prérequis du développement

En 2016, l'ONU a fixé 17 ODD (Objectifs de Développement Durable) précis et ambitieux visant à assurer la paix et la prospérité pour les peuples et la planète. L'ODD 6, qui cible l'accès durable à l'eau et l'assainissement pour tous, constitue un enjeu majeur pour permettre d'atteindre tous les ODD.

## LE RAPPORT 2017 DE L'ONU FAIT ÉTAT DE RÉSULTATS ENCORE INSUFFISANTS

Depuis les années 2000, la communauté internationale via l'ONU a fortement mobilisé toutes les parties prenantes (institutions et gouvernements, opérateurs publics et privés, secteur associatif) pour renforcer l'accès à l'eau et l'assainissement dans le monde : promulgation des Objectifs du Millénaire en 2000 et des ODD en 2016, reconnaissance du droit à l'eau en 2010. Or, selon le rapport publié en juillet 2017 par l'OMS et l'UNICEF, 2,1 milliards de personnes, soit 30% de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à des services d'alimentation en eau potable à domicile, et, plus alarmant encore, 4,5 milliards de personnes, soit 60% de la population mondiale, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.



**Véronique Fayet**  
Présidente du Secours Catholique-Caritas France

« Au Secours Catholique, nous sommes convaincus qu'il est essentiel de «s'associer avec les plus pauvres pour une société plus juste et fraternelle». Il en va de la dignité des personnes que nous accompagnons et de l'efficacité des actions que nous menons. Dans les pays en développement, ce combat contre la précarité passe d'abord par l'accès universel à l'eau et l'assainissement.

## UNE RÉPARTITION INÉGALE DE LA RESSOURCE

De profondes inégalités géographiques, socioculturelles et économiques subsistent, entre les zones rurales et urbaines, mais aussi dans les villes, petites et grandes, où les personnes vivant avec de faibles revenus dans des quartiers informels ont en général moins accès aux points d'eau améliorés que les autres.

## DES RISQUES DE STRESS HYDRIQUE

Cette situation est d'autant plus inquiétante que, selon le Rapport 2016 sur les risques globaux réalisé par le Forum Économique Mondial, les tensions et les crises liées à la ressource en eau constituent l'un des trois risques les plus importants pour le monde au 21<sup>ème</sup> siècle. Du fait du réchauffement et du dérèglement climatiques, l'ONU prévoit qu'en 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions touchées par une pénurie d'eau complète et les deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des conditions de stress hydrique.

« La réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 et la lutte contre le changement climatique requièrent la mobilisation de tous, en particulier des femmes qui ont un rôle clé à jouer sur les questions de santé, d'éducation ou de développement économique. À cet égard tous les efforts faits en faveur de l'autonomisation des femmes constituent à la fois un objectif en soi et un levier essentiel de progression.



**Marie-Ange Debon**  
Directrice générale Adjointe en charge de la France, de l'Italie et de l'Europe Centrale, Administratrice de la Fondation SUEZ

**361 000**  
ENFANTS  
DE MOINS DE  
CINQ ANS

meurent chaque année de diarrhée causée par un accès inadéquat à l'eau, l'hygiène et l'assainissement

**272**  
MILLIONS  
DE JOURS

de classe sont manqués du fait de maladies dues au manque de sanitaires

Source : ONU

L'accès à l'eau et l'assainissement, un levier important de la scolarisation des filles et des jeunes filles.



**Bertrand Camus**  
Directeur Général Adjoint en charge des zones Afrique, Moyen Orient, Inde, Asie et Australie-Pacifique, Administrateur de la Fondation SUEZ

« En vingt ans (1995-2015), le nombre de personnes ayant accès à «un point d'eau potable amélioré» a augmenté de 2,3 milliards. En revanche, du côté de l'assainissement, les résultats sont moins probants, au point que le manque d'assainissement reste l'une des premières causes de mortalité dans le monde. Il est urgent de se mobiliser sur cette question majeure de santé publique et de dignité.





TCHAD 2015-2018

## Susciter la demande pour développer l'accès à l'assainissement



Première étape : la réalisation de forages villageois



Passer d'une logique d'assistance à une logique d'appropriation



TCHAD 2016-2018

## Des femmes et des hommes, acteurs et décideurs de leur développement



La formation des maçons, élément clé de la mise en place de l'assainissement



Un projet par les habitants pour les habitants

**A**ction contre la Faim (ACF) mène des programmes de lutte contre la faim dans le monde, intégrant toutes les composantes de la malnutrition, notamment l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Présente depuis 30 ans dans la région du Kanem au Tchad, l'ONG pilote aujourd'hui un projet dans le district de Mao, dont les habitants, nomades et sédentaires, vivent dans une grande pauvreté. Pour le 1<sup>er</sup> volet du projet, qui vise à réhabiliter 20 forages, les travaux sont réalisés par une entreprise nationale sous la supervision d'ACF et de la Délégation de l'hydraulique de la Région. En parallèle, des actions sont menées pour sensibiliser, mobiliser et impliquer les bénéficiaires et les acteurs clés à toutes les étapes d'exécution. Pour le 2<sup>nd</sup> volet, qui vise à améliorer les conditions sanitaires, l'approche novatrice adoptée est celle du «marketing social», qui s'appuie sur les outils du marketing commercial pour accompagner les changements de comportements souhaités au sein des communau-

tés. L'objectif étant de permettre le passage d'une logique d'assistance à une logique d'appropriation, et ce faisant, d'autonomiser les bénéficiaires et de pérenniser et multiplier les acquis via un phénomène de cercle vertueux. La démarche a démarré en 2016 avec un état des lieux des infrastructures existantes et de la sensibilisation aux questions d'hygiène, ainsi qu'avec la réalisation d'une étude qui a permis d'identifier les attentes des habitants, puis de choisir les produits les mieux à même d'y répondre en termes de moyens et de ressources. L'une des étapes fondamentales, à la charge d'un animateur, est d'insuffler une prise de conscience collective sur les méfaits de la défécation à l'air libre par l'explication de ses conséquences dramatiques. Pour cela les Comités de gestion ont été créés et formés. Grâce à cette démarche, la population du district de Mao peut elle aussi s'initier et accompagner les changements de comportements souhaités, à partir des moyens et des ressources qu'elle est en mesure de consen-

**“ Avec une approche centrée sur la demande, qui place la population non plus seulement comme bénéficiaire mais comme véritable actrice du projet, la méthode retenue par ACF garantit le niveau d'appropriation nécessaire à l'amélioration réelle des conditions sanitaires locales.**



**Aymeric Bajot**  
Chef de Projets, Direction des Projets Eau, SUEZ Groupe - Référent du Projet



tir. L'étape suivante consiste à rechercher ensemble les solutions pour y remédier et à prendre les mesures ad hoc: acheter, utiliser, et entretenir convenablement une installation sanitaire hygiénique, le but étant de tendre vers l'abandon progressif de cette pratique. ●



Point essentiel : impliquer les populations dans la réalisation

**E**au Vive, fondée en 1978, et devenue la Fédération Eau Vive Internationale en 2014, se donne pour mission de «permettre aux hommes et aux femmes, dans les régions les plus défavorisées d'Afrique, d'être acteurs et décideurs de leur développement, et d'assurer la pérennité des actions qu'ils entreprennent». C'est selon cette approche que l'association a démarré fin 2016 au Tchad un projet sur 3 ans visant à améliorer l'accès à l'eau potable pour les 46 600 habitants de la zone péri-urbaine de la commune de Pala, qui souffrent d'un taux d'infrastructures très insuffisant, ce qui génère d'interminables files d'attente aux points d'eau, d'une gestion défaillante et d'un prix de l'eau très élevé. L'objectif étant ainsi de faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 44% à 71%.

Le projet se déploie selon 3 volets complémentaires. Le volet 1 consiste à améliorer l'accès à l'eau potable de 5 quartiers de Pala en créant de nouvelles in-

frastructures pour répondre à la demande (un château d'eau, 2 nouveaux forages et 2 locaux de traitement de l'eau) et en améliorant le réseau d'alimentation en énergie. Le volet 2 vise à renforcer les capacités des acteurs locaux du service de l'eau afin de rendre pérenne ce dernier, d'une part en favorisant la création d'un cadre de concertation communale, et d'autre part en formant et accompagnant les élus et les services techniques. Enfin, le volet 3 a pour objectif de mettre en place un système de gestion du service efficace et à un coût abordable, ce qui suppose d'un côté d'accompagner la Commune dans le choix de son mode de gestion et d'étudier avec elle le prix de l'eau, de l'autre de former tous les acteurs (service technique, opérateurs, fontainiers, réparateurs, etc.) et de mettre en place des outils de suivi et de pilotage.

Pour mener à bien ce projet, et dans la ligne de sa stratégie «Eau, hommes, territoires et développement», Eau Vive travaille en par-

tenariat étroit avec les acteurs locaux: la Mairie de Pala et la Société Tchadienne de l'Eau (STE) chargée de mettre en place, former et suivre les Associations des Usagers de l'Eau (AUE) et de mener des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et l'utilisation des installations. ●

**71%** Objectif de taux d'accès à l'eau potable

**46 600** bénéficiaires, habitants de la zone péri-urbaine de la commune de Pala



Les habitants et les associations de Pala se mobilisent

MONDE 2017-2019

NOUVEAU



## Un partenariat prometteur au service des petits porteurs de projets



Tous les projets bénéficient d'un accompagnement dans la durée



Des microprojets appelés à essayer



À Nobéré, la construction/réhabilitation de latrines est terminée



La construction d'une maternité au Burkina Faso, la potabilisation de l'eau pour un village du Togo, la valorisation des déchets biodégradables à Madagascar: autant de microprojets de développement initiés localement en réponse aux besoins exprimés par les bénéficiaires, acteurs de leur propre développement, et portés par des petites associations de solidarité internationale françaises. À cette myriade de petits porteurs de projets, qui sur le terrain mènent des actions exemplaires à impacts déterminants pour les conditions de vie des habitants, avec très peu de moyens (d'un coût global inférieur à 150 000 euros), l'Agence des Micro-Projets (AMP) propose un soutien financier, ainsi qu'un accompagnement qui va depuis leur formation initiale jusqu'à l'évaluation de leurs réalisations, dans un objectif de partage et d'essaimage. À cet égard, l'AMP, programme créé en 1983, et soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et l'Agence Française de Développement, est un véritable «incubateur d'initiatives solidaires».

**« Vu leur petite taille et celle des montants engagés, les microprojets peuvent plus facilement tester des solutions innovantes pour le développement, notamment dans le domaine de l'assainissement. »**

**Myriam Bincaille**  
Déléguée générale de la Fondation SUEZ

Le 16 mai 2017, l'Agence des Micro-Projets et la Fondation SUEZ ont signé une convention de partenariat visant à apporter un soutien conjoint à des microprojets dans le domaine de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, et à la gestion des déchets à hauteur de 57 000 € par an.

Les projets seront présélectionnés sur la plateforme de l'AMP



Des projets de petite taille mais dont l'impact est déterminant

puis sur celle de la Fondation SUEZ dans le cadre de leurs appels à projets respectifs. Cette alliance, initiée en amont du démarrage des projets, sera formalisée par la création d'un comité de pilotage commun qui suivra l'avancement des projets jusqu'à l'évaluation pour s'assurer de la pérennité des résultats.

Pour Myriam Bincaille, Déléguée générale de la Fondation SUEZ, ce partenariat est très prometteur: « Très ancrés localement, les micro-projets prennent en

compte les spécificités locales en s'appuyant sur les dynamiques de proximité. Vu leur petite taille et celles des montants engagés, les micro-projets peuvent plus facilement tester des solutions innovantes pour le développement, notamment dans le domaine de l'assainissement. C'est une des leçons tirées du Prix SUEZ - Institut de France. Enfin la répliquabilité, qui est un critère important dans nos processus de sélection, peut apparaître beaucoup plus aisée dans le cadre de micro-projets ».

BURKINA FASO 2015-2017



## Agir simultanément sur plusieurs facteurs de pauvreté



À Burkina, l'ONG Moriga a démarré en 2015 la première phase du Programme Colibri dans la commune périurbaine de Nobéré, située à 100 km au sud de Ouagadougou, et qui compte 60 000 habitants, dont 54% sont des femmes et 48% ont moins de 14 ans. Le volet Eau Assainissement Hygiène du programme, aujourd'hui terminé, a rempli ses objectifs: avec l'appui de la mairie de Nobéré et en impliquant et formant les Comités Villageois de Développement et les Associations d'Usagers de l'Eau des 28 villages concernés, 39 points d'eau équipés de pompes manuelles ont été construits ou réhabilités, 565 latrines familiales, ainsi que 11 latrines et 39 lave-mains scolaires

ont été installés. 66 maçons villageois ont été formés. Parallèlement, 66 promoteurs d'hygiène et 65 enseignants formés ont mené des actions de sensibilisation, notamment auprès des femmes et des enfants, principaux vecteurs de changement. Moriga intervient au Togo, au Tchad, au Cameroun et au Burkina Faso sur des projets traitant des questions de nutrition, de santé, d'éducation, de développement rural et d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ils visent à améliorer les conditions de vie des habitants et leur capacité d'adaptation aux situations difficiles qui pourraient survenir. Le projet a abouti avec succès, transformant les conditions de vie des habitants durablement.

MALI 2015-2017



## Sensibiliser, former et mobiliser les communautés villageoises

L'ONG Eau Vive pilote, dans le cadre du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau potable et l'Assainissement, un projet visant à améliorer les conditions d'hygiène et de santé des 65 000 habitants de 20 villages semi-urbains et ruraux de la région de Koulikoro, au Mali, l'une des plus déficientes du pays en termes d'accès à l'assainissement de base. Le projet s'articule autour de 3 volets: la construction de 535 latrines familiales Sanplat avec buses et de 142 blocs de latrines communautaires; le renforcement des capacités des acteurs de l'assainissement, avec la création ou la redynamisation de 100 structures

locales (Comités d'Assainissement Villageois, Associations des Usagers d'Eau Potable, Comités de Gestion Scolaires, Clubs d'Hygiène Scolaires et Association des Mères Educatrices), formées à la vulgarisation des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, ainsi que la formation de 40 maçons locaux; enfin la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation du public, par le biais des médias et de troupes théâtrales, et d'une campagne d'éradication de la défécation à l'air libre par l'approche Assainissement Total piloté par la Communauté. La mise en œuvre conjuguée de ces 3 axes d'action garantit la pérennité du projet: les problèmes d'eau et d'assainisse-

ment étant récurrents au sein des communautés, elles sont particulièrement motivées pour entretenir les équipements et en poursuivre la construction grâce aux compétences qu'elles ont acquises en s'appuyant notamment sur les maçons et hygiénistes formés.

**535** latrines familiales  
**142** blocs de latrines communautaires



Les femmes et les enfants, premiers acteurs, premiers bénéficiaires

BURKINA FASO 2016-2017



## Ancrage institutionnel et ancrage communautaire pour des réalisations durables

L'ONG SOS SAHEL pilote au Burkina Faso un projet visant à améliorer durablement les pratiques d'hygiène et d'assainissement et l'accès à l'assainissement de base des populations de 12 communes rurales des Régions des Hauts Bassins et de la Boucle du Mouhoun. Les populations concernées sont 10 240 ménages pauvres. Le premier volet vise à sensibiliser les communautés de base: production de supports pédagogiques, organisation de sessions et de campagnes d'informations dans les villages, diffusion d'émissions radiophoniques,... La phase opérationnelle du projet a démarré, avec des activités répondant à 3 objectifs. D'abord, l'ancrage

institutionnel, via le renforcement des capacités des collectivités décentralisées et des services techniques déconcentrés; et l'ancrage communautaire, via la formation d'instances et groupements chargés des actions de promotion de l'hygiène et de l'assainissement: les Comités Villageois de Développement, les SANYATON ou clubs d'hygiène et d'assainissement composés de femmes et d'hommes volontaires pour porter la sensibilisation au sein des villages, les clubs scolaires... Le 2<sup>ème</sup> volet concerne la réalisation des infrastructures, soit 5 120 latrines et 1 500 puits, ainsi que la formation de 92 maçons. À l'échelle des communes, on assiste à une appro-

priation progressive des activités du projet favorisant ainsi un renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale. ●

5 120  
latrines

1 500  
puits

92  
maçons formés



Des maçons formés pour une maîtrise d'ouvrage communale renforcée

BURKINA FASO 2017-2018

NOUVEAU



## Eau Oudalan les femmes au cœur du projet

La province de l'Oudalan, au nord du Sahel Burkinabé, à la frontière avec le Mali et le Niger, souffre de conditions physiques et climatiques très défavorables, si bien que les premiers besoins exprimés par les populations rurales sont ceux de l'accès à l'eau, extrêmement déficitaire, et de l'accès à l'assainissement, quasiment inexistant.

Le projet porte dans un premier temps sur la réalisation d'une étude visant à définir, de manière concertée avec les acteurs de l'eau, un plan stratégique, assorti d'objectifs et d'indicateurs de suivi précis. ●

Face à cette urgence, l'association DAA (Découvrir Analyser Agir - Boulis Sahel) a décidé de se mobiliser pour mener un projet visant à sécuriser durablement l'accès à l'eau potable pour 7 650 personnes, développer l'accès à l'assainissement

pour 3 700 personnes, mettre en place une gestion intégrée de la ressource en eau et aider au développement d'activités maraîchères pour environ 150 femmes, via la réalisation ou la réhabilitation de deux retenues d'eau, des boulis maraîchers, qui sont la spécialité de l'association.

À terme, l'autofinancement de ces latrines par la communauté permettra une gestion intégrée de la ressource en eau.



Pascal Vizier  
Directeur Marketing, SUEZ Eau France  
Référent du Projet



Les activités maraîchères bénéficient à environ 150 femmes

BURKINA FASO 2014-2017



## Pour une appropriation durable par les communautés villageoises



Objectif : augmenter le taux d'accès à des latrines de 20 à 63%



Dans les régions des Hauts Bassins et des Boucles du Mouhoun, comme dans tout le Burkina Faso, l'accès à l'eau et l'assainissement est très déficitaire, tributaire de conditions physiques et climatiques difficiles et confronté à un faisceau de contraintes, institutionnelles, techniques et financières. Pour y remédier, l'ONG Eau Vive a démarré en 2015 un programme ciblant 171 villages de 10 communes. Il vise à augmenter le taux d'accès à des latrines de 20 à 63% (12 000 ménages équipés en latrines familiales, 500 en toilettes innovantes à faible coût, 2 000 en ouvrages d'évacuation des eaux usées), tout en menant des actions de sensibilisation sur les bonnes

pratiques d'hygiène et d'assainissement auprès des 290 000 habitants du secteur. Le programme met l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs locaux: enseignants des écoles primaires, membres des Conseils Villageois de Développement (CVD), techniciens intercommunaux, associations des parents d'élèves (APE) et associations des mères éducatrices, hygiénistes, maçons locaux. Tous les acteurs du projet seront formés à l'accès à l'eau, aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, à la maîtrise d'ouvrage, à la construction des ouvrages, et aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. C'est la clé de l'appropriation durable du projet par les communautés. ●

SENEGAL 2017-2018

NOUVEAU



## De l'eau pour le complexe scolaire de Marakissa



Une collaboration fructueuse entre un village et des bénévoles engagés

En 2009, un petit groupe de médecins ayant effectué de nombreuses missions humanitaires, les uns en gynécologie-obstétrique, les autres en chirurgie orthopédique infantile, découvrent à Mlomp, en Casamance, un dispensaire, une maternité et une école ménagère, tenues dans des conditions difficiles (ni eau ni électricité) par deux femmes remarquables. Ils décident de leur venir en aide et créent l'association Casamance Amitié, dont l'objectif est d'apporter de l'eau, de l'électricité et une expertise médicale aux populations africaines isolées et démunies. Dans le village de Marakissa, l'association porte un projet visant à apporter l'eau potable aux 565 élèves du complexe

scolaire, ainsi qu'à leurs instituteurs et professeurs. L'association projette d'étendre l'accès à l'eau à la population des villages. Les travaux prévoient l'installation d'une pompe à l'école maternelle, la mise en place d'une pompe électrique, de panneaux solaires, de canalisations et de 4 bornes fontaines et l'augmentation de la capacité du forage. Le branchement des toilettes à l'école élémentaire et la construction d'une canalisation et de toilettes au collège permettront aux élèves, notamment aux jeunes filles, de fréquenter l'école sereinement. La force de l'association réside dans sa réactivité et sa proximité avec les populations, ce qui lui permet d'apporter dans des délais ra-

pides des réponses adaptées aux besoins. ●



Grâce au château d'eau, la vie des collégiens est transformée

COTE D'IVOIRE 2013-2017



## Lutter contre l'insalubrité dans les quartiers précaires d'Abidjan

La simple traversée du quartier de Kennedy Clouetcha à Abobo donne un aperçu de la réalité des conditions de vie des habitants des zones défavorisées d'Abidjan : exposition aux maladies hydriques dues au manque d'assainissement, absence de système fiable de gestion des eaux usées et des ordures ménagères, insalubrité chronique des rues, etc. Pour faire face à ces besoins, ACTED a démarré fin 2014, en partenariat avec l'Agence Panafricaine Intergouvernementale pour l'Eau et l'Assainissement pour l'Afrique (EAA), un programme sur 3 ans visant à améliorer les conditions sanitaires de 3 quartiers précaires d'Abidjan. Le projet comprend la mise en place d'un système com-

plet et durable d'assainissement intégrant la collecte et la gestion des excréments avec l'implantation de plus de 300 latrines de type «Ecosan» au sein des ménages pour 150 cours communes (soit 13 500 personnes) et 8 au sein d'un groupe scolaire accueillant 15 000 élèves, avec un dispositif de lavage des mains pour l'ensemble, l'évacuation et l'épuration des eaux usées ménagères grâce à la fourniture de 150 lavoirs et d'un Réseau d'Egout à Faible Diamètre (ReFaiD). Le projet intègre également l'appui à la pré-collecte des ordures, la collecte et l'hygiénisation des matières d'assainissement par des Très Petites Entreprises, la formation et l'équipement de 200 maraîchers ainsi qu'un ensemble

d'activités de promotion de l'hygiène à destination des 150 000 habitants. ●

**300** latrines implantées au sein des ménages pour...  
**150** cours communes, soit...  
**13 500** personnes bénéficiaires



Les équipes d'ACTED sur le terrain pour sensibiliser les habitants



Des comités de gestion formés pour assumer la durabilité des ouvrages



SOUDAN 2015-2017



## Soutenir les capacités locales de résilience

Triangle Génération Humanaire (TGH) a débuté ses actions dans l'ouest du Darfour en juin 2004, avec un programme d'assistance aux personnes déplacées, avant d'étendre progressivement son action sur toute la zone, en ouvrant notamment des bases permanentes dans les localités isolées de Bindizi et Um Dukhun. Au fil de ses interventions dans les secteurs de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, l'ONG a développé une approche relevant de la transition entre urgence et développement, qui repose sur la mise en œuvre d'un processus de passation des responsabilités aux populations aussitôt que sont opérationnelles les infrastructures

installées dans l'urgence. Des comités de gestion sont créés et formés sur les plans techniques et organisationnels, à charge pour eux d'assumer à terme toute la gestion de l'eau, depuis la production et la distribution jusqu'à la viabilisation économique grâce à un système de paiement de l'eau par les communautés. Selon la même logique, TGH démarre la sensibilisation à l'hygiène par des sessions de masse, puis identifie et forme des volontaires aux méthodes d'animation, de communication et de sensibilisation. Cette approche permet à la fois de répondre de manière très réactive aux besoins humanitaires d'urgence et de pérenniser les programmes. ●

TOGO 2016-2018



## Les enfants, premières victimes de l'insalubrité

Selon les statistiques\*, seules 29% des écoles du Togo disposent de points d'eau potable et 43% de latrines, ce qui met les enfants en situation de grande vulnérabilité, les maladies diarrhéiques demeurant l'une des premières causes de mortalité et de morbidité. La situation est particulièrement dramatique dans les régions des Hauts Plateaux et Savane où l'UNICEF mène un programme visant à améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour les 4 500 élèves (2 340 filles et 2 160 garçons) de 15 écoles primaires ainsi que pour les communautés riveraines, soit environ 4 000 personnes adultes.

Le programme prévoit la construction de 15 forages équipés les uns de pompes solaires, les autres de pompes manuelles, ainsi que de 30 blocs de latrines et de dispositifs de lavage de mains. Environ 45 enseignants dont 15 femmes seront formés à donner des cours d'éducation à l'hygiène. Les équipes enseignantes et les Comités de gestion des écoles seront impliqués dans la gestion et la maintenance des points d'eau. Enfin, spécificité de l'UNICEF, 15 gouvernements d'enfants seront formés au sein des écoles pour aider à la gestion des ouvrages et à l'amélioration de l'environnement scolaire. Un moyen de responsabiliser les

enfants et d'en faire de véritables acteurs de changement. ●

**30** blocs de latrines  
**15** forages en construction  
**8 500** bénéficiaires (dont 4 500 écoliers)



L'UNICEF déploie des outils pour responsabiliser les enfants

\*données du gouvernement togolais et de l'UNICEF

NIGER 2016-2019



## Briser le cercle de la pauvreté et de l'insécurité

Le Massif de l'Air, au Nord d'Agadez au Niger, vit une situation très tendue, nourrie par les problèmes économiques et l'instabilité politique, avec le risque d'enfermer les populations dans un cercle vicieux de pauvreté et d'insécurité. Refusant cette perspective, l'association des « anciens combattants » revenus chez eux à l'issue des conflits dans la région, a sollicité les Puits du Désert (la seule association présente dans le secteur) et son partenaire local l'ONG Tidène, pour les aider à développer des activités économiques leur permettant de se stabiliser dans leur région.

Pour répondre à leur demande, les Puits du Désert et Tidène, qui agissent depuis 15 ans au Nord Niger, pilotent un projet visant à renforcer l'accès à l'eau potable (et donc diminuer la prévalence des maladies hydriques) et favoriser le développement des cultures maraîchères dans 5 villages, représentant 10 000 personnes. Au programme : d'un côté, construction de 5 puits villageois, formation des comités de gestion à la désinfection des puits, sensibilisation des populations à l'hygiène et formation des anciens combattants pour qu'ils deviennent agriculteurs maraîchers ; de l'autre, construction de 20 puits maraî-

chers alimentant 60 jardins avec leur réseau d'irrigation améliorée. Avec ce projet, c'est toute une région engagée dans le développement et l'amélioration des conditions de vie, tant d'un point de vue social, économique et aussi de genre, car une coopérative de femmes a été créée et les hommes se sont orientés vers l'agriculture. La sécurisation du secteur est en bonne voie selon les responsables : « Les bénéficiaires se sédentarisent de plus en plus aux alentours de jardins et créent des nouveaux villages, ce qui augmente les besoins en termes d'infrastructures scolaires, sanitaires et hydrauliques ». ●



Sécuriser l'accès à l'eau dans les villages, c'est sécuriser la région

MALAWI 2016-2018



## La maintenance des ouvrages d'accès à l'eau : un enjeu crucial

**A**u Malawi, le taux de couverture théorique en eau est aux alentours de 80%, mais en réalité les taux de fonctionnement du service sont variables, plutôt de l'ordre de 60%. En cause, la quasi absence de mécanismes permettant aux populations de gérer de façon autonome le maintien des ouvrages, soit que la durée limitée des programmes d'accès à l'eau les contraigne à se concentrer uniquement sur la construction des ouvrages, soit que les institutions locales n'aient pas les compétences ou les moyens pour mettre en oeuvre des services de maintenance.

Inter Aide a donc développé des services spécifiques de maintenance dans 9 districts du pays (soit 6 millions d'habitants), axés d'une part sur le renforcement des réseaux d'artisans-réparateurs et de revendeurs de pièces détachées, et, d'autre part, sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, privés et étatiques. Le principe est de s'appuyer sur des opérateurs indépendants déjà existants, puis de les aider à se professionnaliser, à se faire connaître et à développer une activité économiquement viable leur permettant de proposer aux usagers des services et des produits de qualité et à coût abordable. Ces ac-

tions sont menées avec les autorités de l'eau, afin de progressivement leur transférer les compétences en termes de formation, promotion et suivi des artisans et revendeurs, comme en termes de coordination sectorielle. ●

**6 MILLIONS** d'habitants concernés par le développement des services spécifiques de maintenance



Les réseaux d'artisans-réparateurs se développent dans le pays

MADAGASCAR 2014-2017



## Une approche entrepreneuriale couplée à un objectif social

**L**es régions d'Analanjirifo et d'Atsinanana, sur la côte Est de Madagascar, sont surnommées les « régions des maladies », du fait de la forte prévalence des maladies hydriques, en raison de la mauvaise qualité de l'eau et de l'absence d'assainissement. Soutenue par la Fondation SUEZ, l'ONG 1001fontaines y développe depuis 2008, aux côtés de l'ONG locale Ranontsika et des communautés, un programme visant à créer au sein des villages des stations de production d'eau potable gérées par des petits opérateurs privés autonomes. L'approche adoptée par 1001fontaines s'appuie sur une ingénierie garantissant à la fois la création

d'au moins 2 emplois viables dans chaque commune d'intervention, l'objectif social du projet, grâce au prix d'accessibilité et aux campagnes de sensibilisation, et la



Deux emplois viables sont créés dans chaque commune

qualité de l'eau consommée grâce à un système de vente par jerricanes. Le projet est entré dans sa phase 2 qui vise d'une part à renforcer les 10 stations équipées dans la phase 1 et à créer une plateforme de support et, d'autre part, à installer 18 nouvelles stations. Aujourd'hui, l'ONG 1001fontaines, attentive au développement de l'entrepreneuriat féminin, emploie 25% de femmes dans les stations. La satisfaction exprimée par les communautés et les autorités locales montre que le projet répond à leurs besoins et à leurs attentes en termes de lutte contre l'insalubrité et de qualité du service rendu. ●

« Un véritable enjeu de potabilisation et de distribution de l'eau existe auquel 1001fontaines apporte une solution pertinente et alternative à la mise en place d'un réseau. »



**Damien Plantier**  
Adjoint Directeur Agence, SUEZ Eau France  
Référént du Projet



GUINEE ET CAMEROUN 2016-2017

## Une école, un centre de santé et un point d'eau : les trois leviers du développement rural



Les projets visent les enfants des écoles et plus largement tous les habitants du secteur



Accès à l'eau et amélioration de la santé sont indissociables



**L'éducation est le socle du développement personnel et collectif, la santé assure le bien être des familles et l'eau potable a un effet positif direct sur la santé, de même qu'elle évite aux enfants, notamment aux filles, des déplacements qui les éloignent de l'école : « Une école, un centre de santé et un point d'eau », tels sont les 3 axes d'intervention du Programme Villages portés par la Fondation Orange. En 2017, la Fondation SUEZ et la Fondation Orange ont noué un partenariat visant à développer des synergies sur les programmes des Villages de Walia en Guinée Conakry et de Bangou Carrefour au Cameroun.**

**E**n Guinée, c'est l'ONG Aide et Action International qui pilote les activités : création d'une école dans le secteur de Tonya avec 3 salles de classe, 2 blocs de latrines séparées et le fonçage d'un puits amélioré ; reconstruction du poste de santé de Walia ; réalisation d'un forage équipé de pompe à motricité humaine et de 30 latrines publiques dans le secteur de Tonya. Ces actions bénéficieront aux 150 enfants attendus à l'école et aux 2 000 habitants du secteur. « Cette école va à coup sûr augmenter le taux de scolarisation et réduire considérablement la déperdition scolaire, car elle réduira la distance pour les enfants des localités de Tonya, Kissing, Bagnara et Koutaya », s'est réjoui Mangué Sylla, Directeur préfectoral de l'Éducation, lors de l'inauguration de l'école le 28 avril 2017.



Les conditions d'accueil de l'école augmentent le taux de scolarisation



**A**u Cameroun, l'objectif du projet, porté par l'ONG camerounaise LUKMEF (Martin Luther King Jr. Memorial Foundation), est d'améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement des écoliers et de l'ensemble des habitants de Bangou Carrefour (soit 4 500 personnes), via d'une part, la construction de 2 forages et de 2 blocs de latrines séparées avec dispositifs de lavage de mains, dans l'école et dans le centre de santé ; d'autre part, la formation de l'association des parents d'élèves et du comité santé à la gestion des infrastructures. Un partenariat qui perdure pour 2018 pour apporter des réponses de compétences et financières communes. ●

MADAGASCAR 2016-2018



## Le marketing de l'assainissement au plus près des besoins locaux



Avec les sanimarchés, les toilettes deviennent des biens à acquérir



Des latrines répondant à la demande et aux moyens des habitants

Le Gret, une ONG qui soutient depuis 1976 des initiatives innovantes pour lutter contre la pauvreté, a démarré en 2010 à Madagascar un programme visant à augmenter le taux d'équipement des populations en toilettes améliorées. L'approche adoptée est celle du « marketing de l'assainissement ». Le principe, qui tend à se renforcer dans le secteur de l'aide au développement, consiste à rompre avec la doctrine « du besoin » pour adopter une stratégie fondée sur « la demande ». L'objectif est de répondre à la demande des ménages et de susciter leur investissement dans des latrines durables et hygiéniques, tout en aidant les petites initiatives locales à développer une offre privée de produits et de services à un coût abordable et correspondant effectivement aux besoins et envies des consommateurs-usagers.

Sur cette base, aujourd'hui à Madagascar, 32 magasins de toilettes appelés « Diotontolo » ont été créés. Ces sanimarchés sont à la fois des lieux de fabrication de latrines et

“ Ce projet est original et innovant sur la partie socio-économique. Il va au-delà de la simple installation de latrines, la valeur ajoutée réside dans l'idée de création plus large d'activité où l'entrepreneuriat est vecteur de développement et d'accès à l'assainissement. ”



**Julien Batisse**  
Chargé de Projets, SUEZ Eau France  
Réfèrent du Projet



Des actions pour informer et susciter l'envie de s'équiper en latrines

d'accessoires d'hygiène à faibles coûts, et des espaces créés pour susciter l'envie des populations de s'équiper en latrines. L'activité est gérée par des entrepreneurs locaux qui ont déjà produit, vendu et installé plus de 8 000 toilettes utilisées par plus de 80 000 personnes, réparties dans 25 communes d'implantation. Dans le cadre d'une franchise sociale, les opérateurs locaux (les franchisés) sont appuyés par le Gret (le franchiseur) sur les aspects techniques, financiers et de gestion, ainsi que pour les actions marketing : étude de

marché, définition d'une stratégie marketing avec animations de terrain, publicité radio et télévision et démarchage commercial, conception d'un mix marketing adapté (prix, produit, distribution).

En 2017, le projet s'est consolidé avec l'ouverture de nouveaux magasins touchant 10 000 personnes supplémentaires et la création d'une entité locale autonome appelée à prendre progressivement le rôle de franchiseur, en lieu et place du Gret. C'est la condition sine qua non de la durabilité du système. ●

BANGLADESH 2013-2017



## Les pond sand filters, un système efficace, peu coûteux et simple d'utilisation



60 pond sand filters desservent en eau potable 15 000 personnes



Dans la région des Sundarbans au Bangladesh, l'accès à l'eau potable constitue un problème majeur avec des nappes phréatiques superficielles fréquemment saumâtres, des nappes profondes parfois contaminées par l'arsenic, et quelques rares puits souvent éloignés des villages. C'est donc l'eau des « ponds » (des mares pérennes non asséchées pendant la saison sèche) qui est la principale ressource à proximité des habitations, avec tous les risques de transmission des maladies infectieuses que cela comporte, faute de stérilisation. L'ONG bangladaise GK Savar, avec l'appui du Comité français de soutien

à GK Savar, a déployé une campagne visant à installer 60 **pond sand filters**, des systèmes efficaces, peu coûteux, adaptés au contexte local, et simples à entretenir. L'eau, pompée dans les mares, transite à travers des lits de sable et de briques pilées retenus à l'intérieur de compartiments en ciment et béton. L'eau ainsi filtrée est ensuite stockée et soutirée par des robinets en accès libre. Ces ouvrages servent en eau potable 2 900 foyers, soit plus de 15 000 personnes, dans des villages où GK intervient aussi dans le cadre de programmes de développement (jardins familiaux, coopératives d'agriculteurs, etc.). ●

BANGLADESH 2014-2017



## L'eau, l'assainissement et l'hygiène pour 158 000 écoliers

Au Bangladesh, l'éducation constitue une priorité avec seulement 47,9% d'adultes alphabétisés et à peine 60% des enfants qui achèvent l'école primaire. Face à cette situation, Caritas Bangladesh, en lien avec le Secours Catholique-Caritas France et avec le soutien de l'Union européenne, a démarré en 2012 le projet Aloghar qui a permis d'ouvrir 1 005 centres d'éducation destinés à accueillir plus de 158 000 enfants non-scolarisés ou déscolarisés, issus de familles très pauvres ou handicapés.

Le renforcement des infrastructures d'accès à l'eau et l'assainissement des centres, mis en

œuvre en lien avec les autorités régionales, constitue un volet important du programme. Un ensemble d'actions de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène a également été proposé aux élèves, aux professeurs et aux comités de direction. Les familles ont bénéficié de sessions de renforcement des capacités sur de nombreux sujets : alphabétisation, calcul, hygiène, nutrition, santé de la mère, droits des enfants, gestion des risques... Les communautés et leurs représentants ont été directement impliqués via la formation à la maintenance des ouvrages, l'apprentissage des relations avec les partenaires (autorités et en-

treprises), ou simplement l'achat de savon, de serviettes ou de sandales pour les enfants.

Autant d'actions que les communautés se sont appropriées, les habitants participant pour certains aux financements des structures. ●



L'accès à l'eau est un élément clé de la réussite du projet Aloghar



BANGLADESH 2017-2019

## Des services adaptés aux ressources et aux besoins des habitants



Un modèle économique adapté, un taux de satisfaction et de paiement excellents



L'ensemble du bidonville de Bhashantek sera équipé d'ici 2019

Depuis sa création en 2008, l'ONG Eau & Vie développe avec succès une approche innovante, durable et répliquable, pour renforcer l'accès aux services essentiels (eau, assainissement, déchets, prévention incendie) en milieu précaire urbain. La clé de ce savoir-faire réside dans la volonté de mettre en place un service économiquement viable qui soit adapté aux réalités des conditions de vie des familles qui vont en bénéficier. Pour y parvenir, Eau & Vie s'appuie sur la création de deux structures locales, aux actions complémentaires: une entreprise sociale (SJP) et une organisation non gouvernementale (Water and Life) situées au cœur des bidonvilles pour être au plus près des habitants.

Ainsi, dans le bidonville de Bhashantek à Dacca, où Eau & Vie est implantée depuis 2010, le soutien de la Fondation SUEZ a en partie rendu possible la construction d'un réseau d'eau potable sécurisé auquel sont raccordés aujourd'hui 1735 familles et 12 lieux publics, ce qui représente plus de

**1735** familles (et 12 lieux publics) raccordés au réseau d'eau potable sécurisé, soit plus de...

**50%** du bidonville

50% du bidonville. Les tarifs appliqués sont beaucoup plus bas que ceux fixés par les revendeurs illégaux. Les paiements, dont le taux s'élève à 95%, sont récoltés chaque semaine par une équipe de collecteurs issus du quartier et employés par SJP. Le projet Eau & Vie s'étend également à deux autres domaines: la collecte des déchets à domicile lancée en 2016, qui a déjà bénéficié à 609 ménages et le lancement d'un projet pilote de réhabilitation de latrines, innovant tant d'un point

de vue technique (utilisation de la technologie de vermicompost biofil) que managérial (gérées pas SJP). Ce processus de réhabilitation sera étendu à l'ensemble du bidonville en 2018. À terme, chaque famille paiera une facture commune pour l'ensemble des services: eau, collecte des déchets à domicile et accès aux toilettes.

En parallèle, l'ONG Water & Life a mené de nombreuses actions visant à consolider le dispositif: organisation de réunions de concertation avec les communautés et les leaders; organisation de sessions de sensibilisation à l'hygiène qui ont touché 5 288 personnes, principalement les femmes et les enfants; réalisation d'une cartographie des toilettes dans tout le bidonville, en vue de leur réhabilitation; formation et équipement de 110 pompiers volontaires répartis en 14 brigades.

Le projet est entré aujourd'hui dans une 2<sup>ème</sup> phase de développement (2017-2019) avec

l'extension du réseau d'eau et des services associés à l'ensemble du bidonville de Bhashantek. ●

**“ La multi-dimensionnalité des services proposés par ce projet est exemplaire : l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la défense incendie, l'hygiène et la santé, les déchets ... Elle est un facteur déterminant de la réussite du projet. ”**



**Haohien Pham**  
Chef de Projets, Direction des Projets Eau, SUEZ Groupe, Référent du Projet



PHILIPPINES 2017-2018

## L'économie circulaire au service du traitement des déchets



Des unités mobiles pour vidanger les fosses septiques



Les matières fécales récoltées sont transformées en engrais agricole

Après le passage du typhon Haiyan, qui a frappé les Philippines en 2013, la plupart des infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène ont été endommagées ou détruites dans la province du Samar Oriental. Depuis lors, les populations, parmi les plus pauvres du pays, peinent à se remettre de la catastrophe. La reconstruction des latrines et des systèmes d'assainissement n'est pas toujours leur priorité, au risque de générer ou d'accentuer des "mauvaises pratiques" nuisibles à la santé et à l'environnement.

C'est dans ce contexte que ACTED, présente aux Philippines depuis 2012 sur des projets associant réponses aux urgences et réhabilitation dans la durée, participe aux côtés de l'UNICEF à un programme de soutien à trois communes (Guiuan, Salcedo et Mercedes) touchées par le typhon, visant à améliorer l'accès des populations vulnérables à des services sanitaires appropriés et pérennes; avec l'ambition

d'étendre progressivement le dispositif aux municipalités voisines jusqu'à atteindre l'ensemble de la Province, soit environ 99 000 personnes. Le programme s'attache en particulier à traiter un problème qui touche toute la zone ciblée: l'absence totale de réponse à la question des fosses septiques pleines, que ce soit de la part des autorités ou des autres ONG. Pour cela, les équipes d'ACTED s'appuient sur l'expertise technique de l'ONG hollandaise WASTE, spécialiste du sujet, et travaillent en partenariat avec les municipalités et les Districts de gestion de l'eau. Ensemble, ils développent et testent un système peu onéreux et économiquement viable de gestion des matières fécales: vidange des fosses septiques par des unités mobiles, transformation des matières récoltées en engrais agricole, développement d'une stratégie marketing adaptée aux ressources et aux besoins des exploitants agricoles locaux. A terme, le système sera transféré à une entreprise locale formée et soutenue par ACTED et WASTE.

Parallèlement, le programme inclut un ensemble d'actions de sensibilisation des populations, sur les questions d'hygiène et sur les enjeux sanitaires, économiques et environnementaux du traitement des déchets. ●



Information, sensibilisation, mobilisation



Après le typhon, les installations sanitaires sont à reconstruire





ENJEUX

# Vers une convergence entre aide humanitaire d'urgence et projets de développement



Frédéric de Saint-Sernin  
Directeur général délégué, ACTED

« Lorsque'une catastrophe survient, qu'elle soit d'origine naturelle ou humaine, les populations pauvres sont affectées de manière disproportionnée. C'est pourquoi la gestion des risques des catastrophes (GRC) est essentielle. L'approche d'ACTED vise à regrouper dans un cadre holistique l'ensemble des activités, programmes et mesures qui peuvent être prises avant, pendant et après une catastrophe dans le but de l'éviter, de réduire son impact, ou de se remettre des pertes engendrées par celle-ci.

L'augmentation spectaculaire des interventions humanitaires d'urgence conjuguée à l'intégration de la réduction des risques et vulnérabilités dans les ODD tend à rapprocher de plus en plus les secteurs de l'humanitaire et du développement.

## UNE AUGMENTATION DES SITUATIONS D'URGENCE HUMANITAIRE

Selon Stephen O'Brien, Secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, « les besoins humanitaires dans le monde ont atteint un niveau sans précédent en 2017, du fait de multiples catastrophes naturelles et de violents conflits. »

Ce sont plus de 140 millions de personnes dans le monde qui ont eu besoin d'une aide humanitaire, et près de 70 millions qui ont été déplacées, dont la moitié sont des enfants. Le coût humain et économique des catastrophes augmente lui aussi et, à mesure que les incidences des changements climatiques s'intensifient, ces catastrophes devraient devenir plus fréquentes et plus intenses. L'aide humanitaire doit se renforcer en dépit d'une aggravation de la montée de l'insécurité, des obstacles et des périls posés à l'accès humanitaire.

## LA RÉSILIENCE FAIT LE LIEN ENTRE L'URGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT

En 2017, la Banque Mondiale a publié un rapport montrant que la pauvreté est un facteur de vulnérabilité face aux catastrophes, tandis que les catastrophes renforcent la pauvreté. Le rapport préconise l'adoption par tous les pays d'un ensemble de mesures de résilience destinées à sortir du cercle vicieux pauvreté/vulnérabilité face aux risques.

De façon analogue, l'insécurité et les conflits armés sont bien souvent à la fois la cause et la conséquence de la pauvreté. La résilience, la capacité à surmonter les situations traumatiques, fait alors le lien entre réponse humanitaire d'urgence et projets de développement, l'objectif étant d'arriver progressivement à une approche plus intégrée capable de répondre simultanément aux besoins à court, moyen et long terme des populations.



535 MILLIONS D'ENFANTS

(soit un sur quatre) vivent dans des pays en situation d'urgence humanitaire à travers le monde

(source UNICEF)

22,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Le montant sollicité par l'ONU pour financer ses programmes humanitaires en 2017



SOMALIE 2017

## Lutter contre la crise alimentaire en Somalie



Sécheresse et insécurité alimentaire extrêmes à Ceel waaq



En 2017, plusieurs pays d'Afrique ainsi que le Yémen sont touchés par une crise alimentaire majeure qui frappe près de 40 millions de personnes et qui risque de s'aggraver dans les mois à venir. L'ONG ACTED est mobilisée, en réponse à cette urgence, mais aussi sur des programmes d'appui dans la durée, auprès des populations de tous les pays touchés : Kenya, Soudan du Sud, Tchad, Niger, Yémen. Mais surtout la Somalie, et plus particulièrement le Puntland, où, avec une sixième saison sans précipitation, la situation est extrêmement difficile. La région se situe en phase 4,

c'est-à-dire dans une insécurité alimentaire « Urgence », selon les normes du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). ACTED, un des seuls acteurs humanitaires présents sur place, intervient dans la région depuis 2016 à partir de 2 bases, dont une à Garowe et une dans la région de Sanaag. L'accès humanitaire y est plutôt favorable grâce à un gouvernement local relativement stable. Les programmes mis en place se concentrent sur l'accès aux services de base, avec notamment la distribution d'eau par camions-citernes et la réhabilitation de forages. ●

BANGLADESH 2017



## Réfugiés rohingyas au Bangladesh : une crise sans précédent

Selon les Nations Unies, depuis le 25 août 2017, près de 640 000 Rohingyas sont venus se réfugier sur les côtes bangladaises, laissant le gouvernement, les ONG et les communautés locales dans l'incapacité de leur fournir ne serait-ce que le minimum vital : un abri, de l'eau, de la nourriture, des vêtements, des soins médicaux d'urgence, etc. L'ONG Friendship, qui a une longue expérience au Bangladesh, s'est immédiatement mobilisée, et, en coordination avec les autorités locales et l'armée bangladaise, a décidé de concentrer son action sur 4 camps parmi les plus reculés de la zone, abritant chacun 75 000 réfugiés, surtout des femmes et des enfants. Les équipes sur le terrain

agissent sur tous les fronts : soutien alimentaire et nutritionnel aux personnes les plus vulnérables ; soutien médical d'urgence (grâce à l'établissement de 13 cliniques et 2 centres de maternité), prévention de la malaria, vaccination et immunisation des enfants ; soutien « eau et assainissement » avec la construction de puits d'eau potable pour 100 000 rohingyas, de 200 latrines, de 200 douches pour les femmes et la distribution d'accessoires d'hygiène ; mise en place d'une solution durable d'électricité pour instaurer plus de sécurité dans les camps et enfin, soutien psychosocial. Les besoins sont immenses face à ce que l'ONU qualifie de « l'une des pires crises humanitaires de notre histoire récente ». ●

« Les risques auxquels cette population est confrontée sont nombreux : sanitaires (eau, épidémies), alimentaires, sécuritaires et sociaux (potentiels conflits avec la population locale tout aussi démunie).



Jean-Claude Séropian  
Branch Manager,  
Direction Internationale,  
SUEZ Groupe,  
Référént du Projet

L'action se concentre sur 4 camps parmi les plus reculés

MONDE

# Aquassistance : un engagement solidaire et une expertise reconnus dans le secteur de l'aide humanitaire



L'hydraulique villageoise est au cœur de l'ADN d'Aquassistance



La volonté de mettre ses compétences au service d'une cause



La complexité des besoins exige l'intervention d'experts pointus

## UN MODÈLE QUI S'ADAPTE À L'ÉVOLUTION DES BONNES PRATIQUES DANS LE SECTEUR

En 1994, des salariés de Lyonnaise des Eaux décidaient de partir au Rwanda pour alimenter en eau potable des populations déplacées lors de la guerre civile. Une équipe de techniciens, du matériel innovant, nouvellement développé, une intervention ponctuelle, la volonté de mettre ses compétences au service d'une cause : c'est sur ce modèle d'intrapreneuriat qu'a démarré Aquassistance. Depuis sa création, l'association de solidarité internationale (A.S.I.) des salariés et retraités de SUEZ, reconnue d'intérêt général, a mené près de 40 interventions d'urgence suite à des catastrophes naturelles ou des crises humanitaires et plus de 350 projets d'aide au développement d'abord dans le secteur de l'hydraulique villageoise, puis de l'assainissement et des déchets, dans plus de 50 pays. Si l'élan d'origine reste le même, l'association a progressivement redéfini le champ et les modes

de son action pour intégrer sa valeur ajoutée dans une dynamique de coopération avec les autres acteurs du secteur au profit d'une plus grande pérennité des projets.

### COLLABORATION, COOPÉRATION, PARTENARIAT : LES MOTS D'ORDRE INDISPENSABLES POUR UNE DÉMARCHE DURABLE

Le champ d'intervention d'Aquassistance s'articule aujourd'hui autour de deux volets : les projets d'aide au développement et les interventions d'urgence et de post-urgence, avec une exigence accrue de coopération, l'action individuelle ne suffisant pas à répondre de façon pertinente aux besoins.

#### Collaboration

De grandes ONG, telles que la Croix-Rouge française (CRf), Première Urgence Internationale (PUI), Action contre la Faim (ACF) ou Solidarités International sollicitent Aquassistance pour des missions d'assistance technique



La coopération sur le terrain avec tous les acteurs humanitaires

multisectorielle ou de partage de savoirs et de compétences dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des déchets. Ainsi, en 2017, Aquassistance a apporté son expertise à l'ONG Eau & Vie pour des projets d'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et la gestion des déchets dans des bidonvilles au Bangladesh, ou bien encore a accompagné à distance Solidarités International et PUI dans leurs projets de forages profonds

au Nord-Liban dans les zones d'accueil de réfugiés. Ce mode de coopération en soutien de partenaires permet à Aquassistance de continuer à contribuer aux projets de développement quand bien même ils se situent dans des zones trop dangereuses pour y envoyer des bénévoles.

#### Coopération

Aquassistance est une association active dans la mise en œuvre des actions de coopération

internationale entre les collectivités françaises et les collectivités étrangères. Aquassistance accompagne ainsi le département des Yvelines et la Commune d'Aného au Togo dans la réalisation d'un programme de mise en place d'un service public d'assainissement non collectif.

#### Partenariat

En 2017, Aquassistance et la Fondation SUEZ ont signé un accord de partenariat relatif aux opérations humanitaires menées par le « Centre de Crise et de Soutien » du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères visant à renforcer les capacités d'intervention humanitaire, par la mise à disposition de compétences ou de matériel en situation d'urgence.

#### LA PROFESSIONNALISATION DES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Aquassistance vise aussi à renforcer sa professionnalisation à tous les niveaux. Professionnalisation du mode d'intervention avec la réalisation systématique d'une mission d'expertise en

amont des projets et d'une mission de post-évaluation à leur échéance. Professionnalisation des équipes de volontaires avec une offre de formation de plus en plus soutenue et pointue, très appréciée par les bénévoles qui peuvent en bénéficier dans le cadre du crédit formation accordé aux salariés. Enfin, montée en puissance des 9 CTO (Comités Techniques Opérationnels), dont la mission est de capitaliser et redistribuer les savoirs, les expériences et les bonnes pratiques, tout en assurant une veille technologique et en promouvant l'innovation dans tous les domaines d'intervention.

#### DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Le plan stratégique 2017-2019 d'Aquassistance prévoit également d'essayer de développer des projets en Amérique du Sud, en Afrique centrale et australe, et dans le sous-continent indien, avec le soutien d'associations sœurs en Espagne, au Maroc et aux Etats-Unis, et en diversifiant les sources de co-financement ;

ou bien encore de renforcer les actions sur le territoire français. Et ce faisant d'accroître et diversifier les possibilités d'engagement pour les bénévoles.

Coopération, professionnalisation, diversification : autant d'axes de développement qui visent à renforcer l'impact social des actions d'Aquassistance dans le monde.



Philippe Folliasson  
Délégué général d'Aquassistance



EN  
2017

92  
PROJETS  
ACTIFS  
dans 23 pays :  
Afrique (75%)  
Asie (15%)  
Caraïbes (10%)

37  
MISSIONS

837  
JOURS DE  
MISSIONS

73  
BENEVOLES  
sur le terrain  
(17 femmes et 56 hommes)

91  
DEPARTS DE  
BENEVOLES  
SUR LE TERRAIN



ENJEUX

# Les défis et les opportunités d'une gestion durable des déchets au Sud

Face à l'augmentation exponentielle du volume de déchets solides produit chaque année dans le monde, il est urgent de mettre en place des filières durables de gestion pour contrer les risques environnementaux et sanitaires.

## DÉVELOPPER DES FILIÈRES INTÉGRÉES SUR UN AXE « PRÉVENTION-TRI-RECYCLAGE-VALORISATION-RÉEMPLOI »

Sous l'effet conjugué de l'urbanisation galopante et du développement économique, les villes du Sud font face à une spectaculaire augmentation des déchets solides, qui atterrissent trop souvent dans des décharges à ciel ouvert, illégales et non réglementaires. **La création de filières intégrées de gestion des déchets solides est donc devenue une des priorités des municipalités.**

Or, ce processus se heurte à un double obstacle. D'une part les municipalités ne disposent pas des ressources financières ni des compétences adéquates. D'autre part, la bonne marche des services requiert la coordination d'une multitude d'acteurs – publics, privés, informels – liés aux différents maillons de la chaîne (collecte, tri, recyclage, revalorisation, mise en décharge...).

## FAIRE TRAVAILLER ENSEMBLE TOUS LES ACTEURS

La solution réside alors dans la mise en place de partenariats public-privé, où les acteurs privés apportent investissements et compétences, tandis que les acteurs publics jouent un rôle de régulateur et de maître d'ouvrage, tout en assurant la structuration du cadre réglementaire.

**Un des facteurs de succès de ces dispositifs est l'intégration dans la filière des acteurs du secteur informel, dont la contribution est essentielle.** À cet égard les associations de terrain et les entrepreneurs sociaux ont un rôle clé à jouer. Au-delà de tous ces défis, le traitement des déchets peut offrir de réelles opportunités économiques, qui pourraient consolider la viabilité des services.



« Les villes des pays en développement font aujourd'hui face à un gigantesque problème de gestion des déchets, qui impacte fortement la santé des populations urbaines. Tout l'enjeu est d'accompagner les communes et les acteurs formels et informels dans la mise en place concertée de solutions de réduction, de gestion et de valorisation des déchets ménagers, financièrement soutenables sur le long terme. »



Jocelyne Delarue  
Directrice de Gevalor

**2,5**  
MILLIARDS  
DE TONNES

Quantité annuelle de déchets produits dans le monde à l'horizon 2025 (soit un doublement en dix ans)

**15 A 20%**

des déchets produits sont collectés, triés, recyclés et valorisés par des personnes ou des microentreprises qui appartiennent au secteur informel

Source : Banque mondiale



Hélène Valade  
Directrice du Développement durable, SUEZ

« Encore trop souvent éliminés dans des décharges non conformes aux réglementations, les déchets présentent des risques graves pour la santé des populations urbaines et pour l'environnement. Il est urgent de développer des approches plus intégrées et systématiques de la gestion, de la réduction et de la valorisation des déchets solides. C'est un levier important pour la santé, l'emploi et la baisse des émissions de gaz à effet de serre. »

À Gros-Morne, en Haïti, le Cefrepade nettoie et réhabilite les bords de rivière

MADAGASCAR 2017-2019

NOUVEAU



## Créer une chaîne de valeur inclusive pour les déchets recyclables



Une organisation qui évolue mais qui reste fragile



Les pré-collecteurs convergent vers les bennes



Formulation et pilotage des services de gestion : tout est à créer



Les travailleurs informels sont intégrés à la chaîne de valeur

La gestion des déchets urbains constitue un problème sanitaire et environnemental majeur dans les quartiers vulnérables de la ville basse d'Antananarivo (Madagascar) qui se retrouvent confrontés aux effets conjugués d'une expansion démographique incontrôlée et d'un système de voirie très insuffisant, entravé par une organisation en ruelles exigües qui empêche le passage des camions des services municipaux.

Au début des années 2000, les organisations et les bailleurs internationaux se sont saisis du problème en mettant en place des associations de quartiers, les RF2, financées par une contribution obligatoire des habitants, et responsables de la pré-collecte des ordures à la porte des ménages, puis de leur dépôt dans des bennes positionnées sur les axes principaux, enfin du nettoyage des ruelles. À charge pour la SAMVA, l'opérateur public de l'assainissement urbain à Antananarivo, de mettre en

décharge ces ordures pré-collectées.

Malgré quelques améliorations, le système est encore fragile, notamment l'organisation du ramassage des déchets valorisables qui reste totalement informelle, assurée par des populations très vulnérables, y compris des enfants, en l'absence de toute considération de santé, de sécurité, et tout simplement de dignité humaine.

L'ONG Positive Planet International (PPI), présente à Madagascar depuis 2007 sur des programmes en faveur du développement du micro-entrepreneuriat, a démarré en 2017 un projet visant à améliorer les conditions de vie de ces populations. D'une part en intégrant et structurant leur activité dans une chaîne de valeur des déchets recyclables économiquement viable (pré-collecteurs, petites entreprises de tri/recyclage, et acheteurs de matières recyclées), d'autre part en leur permettant d'accéder

à un dispositif de micro-assurance santé, enfin en contribuant au renforcement des compétences des personnels de la CUA (Communauté urbaine d'Antananarivo) pour assurer l'accompagnement socio-économique de ces personnes vulnérables via les Centres d'Action Sociale.

Le projet, dont la réussite passe par la mise en œuvre préalable d'un état des lieux et d'un en-

semble d'études de faisabilité, devrait générer la création de 6 micro-entreprises, soit 18 emplois formels, et bénéficier à 1 000 pré-collecteurs issus des RF2 ainsi qu'à leurs familles et aux habitants des quartiers concernés. ●

« Les habitants de la capitale produisent environ 250 000 tonnes de déchets par an. D'après le Centre National de Recherche sur l'environnement à Madagascar, 70% de ces ordures pourraient être transformées en compost. »

FRANCE 2017-2018

NOUVEAU



## 1% déchets : sensibiliser et accompagner les collectivités territoriales



Formulation et pilotage des services de gestion : tout est à créer



Les travailleurs informels sont intégrés à la chaîne de valeur

Depuis juillet 2014, les collectivités territoriales françaises peuvent allouer jusqu'à 1% des budgets affectés aux services de déchets ménagers à des actions de coopération internationale dans ce domaine. Ce mécanisme de solidarité, nommé « 1% Déchets », constitue une extension de la loi Oudin-Santini qui, depuis 2005, s'applique au secteur de l'eau, avec des bénéfices avérés pour les pays du Sud en termes de financements de projets, de renforcement des capacités pour l'organisation et la gestion des services, enfin d'accompagnement pour le montage institutionnel et le pilotage des politiques publiques locales.

Les collectivités ont clairement un rôle à jouer et des savoir-faire à partager, au regard de la gravité des enjeux sanitaires, environnementaux et climatiques et du fort potentiel de développement de l'économie circulaire liée à la gestion des déchets dans les pays concernés. Pourtant, à l'instar des institutions internationales, elles

peinent à se mobiliser, faute d'être suffisamment informées, formées et accompagnées dans la conception de projets consistants, réalistes et durables.

C'est dans ce contexte que Gevalor a monté un consortium avec cinq associations partenaires, possédant comme elle une expérience reconnue des projets déchets au Sud ou une responsabilité dans le suivi de la mise en œuvre du 1% Déchets. Ensemble, elles conduisent le projet : « Promouvoir les Actions pour la Gestion des Déchets au Sud » (PAGEDS), qui poursuit un double objectif : le premier vise à mobiliser les collectivités françaises sur le 1% Déchets, via la réalisation d'un argumentaire et d'outils de communication multimédias, la mise en ligne d'un service d'information et la proposition d'un accompagnement personnalisé, notamment dans deux régions pilotes ; le second se propose d'enrichir les connaissances et les compétences des acteurs de la gestion des déchets au Sud et de leurs partenaires au Nord, via

la production d'un référentiel de pratiques, l'organisation de rencontres Nord-Sud sur le terrain, et la mise en place de formations

et d'accompagnements personnalisés pour la formulation des projets. ●



Mieux accompagner la problématique « Déchets » par la coopération décentralisée

« Même si la sensibilisation reste un enjeu pour la réussite du projet, l'approche est originale. De plus, la mise en place du 1% déchets en France mérite d'être mieux maîtrisée par les collectivités. Leur implication permettra de professionnaliser les organisations mises en place au sud. »



Jean-Luc Martel Senior Expert, membre de la Communauté de la Fondation, Référent du Projet



SENEGAL 2015-2018

## Appuyer les municipalités dans la lutte contre les décharges sauvages

**A** Kahone, Gandiaye et Keur Madiabel, 3 communes de la région de Kaolack au Sud de Dakar, les habitants ne bénéficiaient jusqu'à peu d'aucun système de gestion des déchets et d'aucune

sensibilisation aux enjeux sanitaires et environnementaux, si bien qu'ils jetaient couramment leurs ordures sur la voie publique, générant de véritables décharges sauvages.

En 2011, avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, l'ONG Caritas Kaolack, au vu de son expérience sur la ville de Kaolack depuis plus de 10 ans, a appuyé les municipalités de ces trois petites villes dans la mise en place d'une organisation intégrée de collecte, stockage et traitement des déchets, assortie d'actions de sensibilisation des habitants et de renforcement des compétences des organisations de la société civile (OSC). Les résultats ont été probants, avec un système

de collecte par charrettes tirées par des ânes touchant 1 532 ménages, l'aménagement sommaire de 2011 à 2015 des 3 sites de décharge (clôtures, abris, premiers lots de stockage) et l'implication active de 181 OSC.

Depuis 2015, le projet est entré dans une phase d'extension et de consolidation, après les études nécessaires, avec la création de 3 casiers (pour les décharges ultimes) et une bonne organisation du tri et du recyclage (en particulier plastiques, ferraille, mais aussi compost,...) qui permettra de financer le développement du circuit et le recrutement de nouveaux opérateurs de collecte tout en réduisant le volume final de déchets à mettre en décharge. ●

De par son ancrage au niveau municipal, avec des liens au niveau régional et national, ce projet relève de la santé publique, de la qualité du cadre de vie, et de l'amélioration économique avec le recyclage et l'entreprise de collecte.



**Fabien Mainguy**  
Project Manager,  
Direction Internationale,  
SUEZ Groupe -  
Référént du Projet



Le tri, un maillon essentiel de la chaîne de gestion des déchets



SENEGAL 2013-2017



## Un exemple de coopération entre Eau Vive et Aquassistance



Huit missions sur le terrain pour organiser la gestion des déchets



**E**n 2012, la commune sénégalaise de Koungheul est confrontée à une expansion démographique difficile à gérer et à un déficit en termes de compétences comme de moyens. Elle a sollicité le soutien de l'ONG Eau Vive pour l'aider à formuler, financer et mettre en place un important programme d'amélioration de l'assainissement, comportant plusieurs volets : le renforcement des capacités des acteurs locaux dans la gestion de l'assainissement, la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, la réalisation d'ouvrages d'assainissement communautaires et familiaux, la gestion des

déchets. L'objectif est d'améliorer les conditions d'hygiène, de salubrité, et donc de vie des quelques 24 000 habitants. La mise en œuvre de la partie «gestion des déchets solides» du projet a bénéficié, depuis 2013, de l'appui technique d'Aquassistance, l'ONG des personnels du groupe SUEZ. Les bénévoles d'Aquassistance ont ainsi mené 8 missions qui ont permis d'accompagner la commune dans la mise en œuvre du volet gestion des déchets. Au vu de cette revisite, le programme de gestion des déchets lancé au démarrage dans deux quartiers pilotes, Escale et Mali, a été étendu à l'ensemble des 8 quartiers de la commune. ●

\*données du gouvernement togolais et d'UNICEF



TOGO 2011-2017

## Traiter et valoriser les déchets à Lomé



5000 tonnes de déchets sont traitées, chaque année, dont 2/3 sont revalorisées



**M**ené par un consortium de trois associations françaises, la Fondation GoodPlanet, Gevalor et Etc Terra, le programme Africompost vise à apporter des solutions durables de traitement des déchets aux villes africaines.

À Lomé, au Togo, le projet est mené en partenariat avec la commune qui, en 2010, a octroyé un terrain pour installer l'unité de compostage, et qui en gère l'articulation avec le système global de gestion des déchets dont elle est responsable, en assurant notamment l'évacuation des refus de tri. L'opérateur local est ENPRO, une structure de collecte et de compostage d'ordures ménagères, qui, depuis sa création en 1999, a large-

ment contribué au développement du projet, et offert un emploi à des personnes fragiles économiquement. À ce jour, la plateforme traite 5 000 tonnes de déchets par an et environ 2/3 des déchets entrants sont valorisés. L'équilibre économique, et donc la durabilité et le passage à l'échelle du projet, supposent une amélioration des procédés de compostage et un développement des débouchés commerciaux, deux sujets pour lesquels ENPRO a bénéficié de l'expertise de SUEZ, en mécénat de compétences. Ils dépendent aussi de l'intégration de la plateforme dans le schéma de gestion des déchets de la ville, avec une rémunération à la tonne traitée, le sujet est encore en cours de discussion. ●

MOZAMBIQUE 2015-2017



## Vers une gestion durable des déchets au Mozambique

**L'**association AMOR a été créée en 2009 pour promouvoir et organiser durablement le traitement et la revalorisation des déchets au Mozambique, tout en faisant travailler des personnes exclues et défavorisées. Huit ans plus tard, AMOR a mis au point un dispositif en constante évolution dont le succès repose, dans le cadre d'accords avec les municipalités, sur quatre piliers :

- la sensibilisation de la population (écoles, universités, entreprises, institutions publiques, et secteur privé),
- la promotion des activités de valorisation existantes et le développement d'activités innovantes créatrices de valeur,
- la création d'un environnement favorable au recyclage avec notamment un appui aux autorités centrales et locales pour la mise en place de mécanismes légaux et financiers.

- L'installation d'infrastructures pour le tri, la collecte et le recyclage, via la formation des associations et comités de quartiers, parties prenantes du projet,

d'apport volontaire des résidus recyclables, à Maputo et Matola, et un Centre de Transfert et de Recyclage à Vilankulo. En 2016/2017, l'association a étendu ses activités à Beira, la 3<sup>ème</sup> ville du pays, avec l'ouverture de 5 Ecopoints gérés de façon économiquement viable par 5 Comités de quartiers, impliqués et formés, ainsi que la mise en œuvre d'activités de sensibilisation dans 10 écoles de ces quartiers, et le développement des interactions entre les écoles et les Ecopoints. Le projet intègre l'insertion de personnes à faible revenus, dotées de tricycles afin d'augmenter leur capacité de collecte. ●



Les «Ecopoints» de collecte sont au cœur du dispositif



CONGO 2011-2017

NOUVEAU



## Objectif « Dolisie, zéro déchets ! »



Le service devrait toucher 60000 personnes d'ici fin 2018

Depuis les années 2000, la compétence en matière de collecte des déchets en République du Congo est placée sous la responsabilité des collectivités locales, qui disposent de moyens matériels, financiers, techniques et humains souvent insuffisants face à l'ampleur de la tâche. C'est le cas à Dolisie, la troisième ville du pays (120 000 habitants) qui souffre d'une insalubrité croissante en dépit de la volonté affichée de la municipalité de lutter contre ce fléau. De 2012 à 2015, le Gret, avec le support du Fonds SUEZ Initiative et d'Aquassistance, a mis en place un premier service de collecte pour 15 000 habitants. Fort de la satisfaction massivement exprimée par les habitants mais aussi sur la base des points d'amélioration qui sont apparus, le Gret a décidé en 2015, dans le cadre du projet Gicod\*, de consolider et d'étendre le service à 60 000 habitants, notamment aux plus défavorisés des quartiers périphériques.

Le projet s'articule autour de trois principes d'action: le renforcement

des compétences techniques et de gestion des acteurs de la collectivité; l'organisation de réunions d'information, de concertation et de réflexion, visant à intégrer les quartiers et les acteurs du secteur dans la construction des solutions; la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et de communication à destination des 60 000 habitants concernés par le nouveau service. Sur cette base, c'est un modèle de service hybride à tarifs différenciés qui a été retenu, avec, d'une part, un service en porte-à-porte par camion-benne qui circule sur les voies goudronnées pour desservir les principaux producteurs de déchets (marchés, hôtels, commerces, administrations, etc.) et évacuer les espaces publics (canniveaux, places, etc.); et d'autre part, un service à domicile par opérateurs de précollecte avec chariot manuel dans 20 quartiers, qui déversent leurs déchets dans quatre aires de transit des ordures ménagères avant que celles-ci soient évacuées par les engins municipaux vers la décharge de la ville. Ce modèle, adapté aux différents

« La volonté des élus locaux et des services techniques est forte et le projet doté de moyens est en adéquation avec les objectifs fixés : avec en plus une présence et une connaissance du terrain qui ont permis une appropriation locale des solutions, le Gret possède les moyens d'améliorer le système des déchets. »



**François Boyer**  
Chef de Projet Waste, SUEZ R&V France  
Référent du Projet



types d'usagers et à leurs moyens économiques, a été validé par les autorités et les populations: c'est la clé de la pérennité du dispositif. Le service pilote ayant pour slogan «Dolisie, zéro déchet!», dessert depuis juin 2017 quatre quartiers de la ville. Il sera élargi à 16 autres pour atteindre les 60 000 habitants d'ici fin 2018. ●

\*Gestion inclusive et concertée des déchets, Dolisie (GICOD)



HAITI 2015-2017

NOUVEAU



## Améliorer les conditions sanitaires et l'accès à l'eau



Associations locales et jeunes professionnels travaillent ensemble



Dans la zone-atelier de Gros-Morne, la gestion des déchets s'organise

La commune de Gros Morne, en Haïti, entourée par des montagnes et traversée par des rivières, bénéficie d'un environnement naturel protégé. Comme tout le pays, les 8 sections communales qui la composent souffrent d'un phénomène croissant de surpopulation. Déforestation accrue, tarissement des sources, baisse des productions agricoles, exode rural, problèmes de gestion des déchets et de l'assainissement: les difficultés s'accumulent au détriment des conditions de vie des 150 000 habitants (dont 40 000 dans la ville de Gros-Morne).

Pour trouver des solutions appropriées, l'AOG, l'association communautaire paysanne locale qui compte 850 membres, et le CEFREPADE, association pluridisciplinaire d'experts et de jeunes professionnels qui accompagne l'accès des pays en développement à de meilleures conditions sanitaires et environnementales, ont créé, ensemble, en 2015, la Zone Atelier de Gros Morne qui

mène des actions sur les secteurs de Grande-Plaine, Seillé, David et la ville de Gros-Morne, en impliquant étroitement les populations concernées.

À Seillé, où l'accès à l'eau est très limité, le programme comprend la construction d'un dispositif de pompage solaire, de 3 bornes fontaine et de 3 réservoirs. Puis, dans chaque hameau, la mise en place d'un comité de distribution d'eau chargé du suivi et de l'entretien des installations. À David, l'objectif est de compléter l'alimentation en eau d'arrosage, assurée de façon intermittente et insuffisante par des pompes solaires, en installant des citernes permettant de stocker des volumes conséquents. Enfin, à Gros-Morne, le projet vise à appuyer la collectivité dans sa stratégie de gestion des déchets: instauration d'une taxe qui permettra de financer le service; généralisation du tri à la source en deux flux (compostable / non compostable), avec la mise en place de bacs répartis dans la ville et le renforcement du service de pré-collecte à

domicile sur abonnement; la réalisation d'un centre de valorisation et résorption progressive des dépôts sauvages est également planifié.

Compte tenu de la présence récurrente du CEFREPADE et de l'AOG à Gros-Morne, le projet bénéficiera d'un appui et d'un suivi dans la durée. ●



Trouver des solutions appropriées au contexte local

« L'aménagement de la source et l'acheminement de l'eau jusqu'aux réservoirs permettra aussi aux villageois d'avoir accès à l'eau pour leurs besoins domestiques et pour l'élevage et les cultures. »



**Odile Oberti**  
Directrice Centre Technique Stockage  
SUEZ Groupe, Référente du Projet





**14**  
projets



**5**  
nouveaux  
partenaires

La « Péniche du cœur », un centre d'accueil  
et d'hébergement au centre de Paris

## FAVORISER L'INSERTION PAR L'EMPLOI ET LA FORMATION



ENJEUX

# L'innovation sociale au cœur de l'action en faveur de l'insertion

En 2013, le Gouvernement lançait un « Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ». Quatre ans plus tard, le bilan fait état d'une stabilisation du niveau de pauvreté en France sans pour autant occulter le chemin restant à parcourir.

## QU'EST-CE QUE LA PRÉCARITÉ ?

Le père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart-Monde, définit la précarité comme «... l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux.

L'insécurité qui en résulte conduit à la grande pauvreté, quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible ».

Signe de la prégnance de la précarité et des risques qu'elle induit, la discrimination pour cause de précarité a été inscrite dans la loi française le 14 juin 2016, après plus de dix ans de combat mené à l'initiative de personnes très pauvres.

“ En s'appuyant sur les initiatives des multiples acteurs locaux, il est possible d'accompagner réellement vers l'emploi ceux qui en ont besoin et de proposer des modalités pour innover, pour ne plus rester sur une logique : un problème, un public, un dispositif. Il faut des approches intégrées. Beaucoup d'innovations existent déjà sur le terrain de la part d'associations qui agissent auprès des personnes en situation de précarité. Mais elles sont trop mal connues et mal valorisées.



Jean-Marc Borello  
Président du Groupe SOS

## L'EXCLUSION, UNE RÉALITÉ MULTIDIMENSIONNELLE

Cette notion de sécurité touche tous les pans de l'existence : l'emploi, le logement, la santé, l'éducation, les droits civiques..., avec le risque que les différentes précarités s'enchaînent et se renforcent mutuellement en créant de l'exclusion.

Dans son rapport 2017, le Secours Catholique liste les principaux besoins exprimés par les personnes : l'écoute, l'aide alimentaire ou vestimentaire, le logement, la mobilité, les démarches administratives, les problèmes bancaires, les loisirs, la santé... **Parce qu'il n'existe pas de réponses toutes faites à ces demandes multiformes, les acteurs de l'insertion se situent, aux côtés des bénéficiaires, dans une démarche d'« innovation sociale », dont l'impact est constamment évalué, dans un objectif de modélisation et de duplication.**



Thibaut Guilluy  
Directeur général, Groupe ARES

“ Le Groupe ARES a pour mission de permettre à des personnes qui ont de grosses difficultés d'accès à l'emploi de remettre le pied à l'étrier en travaillant dans l'une ou l'autre de ses entreprises, le temps nécessaire pour se reconstruire et pouvoir à nouveau voler de leurs propres ailes. Cela suppose une véritable culture entrepreneuriale qui assume des modèles économiques suffisamment robustes et performants pour être mis au service de missions sociales fortes.

13,9 %

Taux de pauvreté en France en 2016

Source : INSEE, Taux simulé

5 MILLIONS

C'est le nombre de personnes qui touchent 846 euros par mois en 2016 (soit 50 % du revenu médian), le seuil de pauvreté retenu en France

Source : Observatoire des inégalités

4 MILLIONS

Le nombre de personnes sans abri, mal logées ou sans logement personnel en 2017

Source : Fondation Abbé Pierre



Avec Acta Vista, apprendre les métiers de la restauration pour se réinsérer



Frédérique Raoult

Directrice du Développement durable et de la Communication, SUEZ  
Vice-Présidente de la Fondation SUEZ

“ L'augmentation du nombre de demandes de soutien que nous recevons à la Fondation SUEZ confirme le rôle que les entreprises ont à jouer auprès des associations qui œuvrent sur les territoires en faveur de l'insertion des plus fragiles. Cette mission est aussi une attente croissante des collaborateurs de s'engager, à titre individuel ou collectif, dans des actions de solidarité, et ainsi contribuer aux actions en faveur des plus fragiles.

FRANCE 2017-2021

NOUVEAU



## Dix territoires-pilotes dans la lutte contre le chômage longue durée



« Territoires Zéro Chômage de Longue Durée » : une expérimentation prometteuse



L'association ELAN Jouques pilote le projet dans les Bouches du Rhône

Éradiquer le chômage de longue durée, une utopie? Oui, si l'on s'en tient au schéma classique de l'emploi en France qui tend à rejeter aux marges de la société environ 2,4 millions de personnes dont le niveau de productivité est jugé insuffisamment rentable. Non, si l'on décide d'adopter une approche plus inclusive, ancrée sur les besoins et les ressources des territoires. C'est le pari qu'a fait ATD Quart Monde, en partant d'une triple conviction: il existe une multitude de besoins non satisfaits et de travaux utiles à la société qui ne sont pas faits, faute d'être directement lucratifs; tous les chômeurs ont des compétences; le coût du « chômage d'exclusion » est exorbitant, il serait beaucoup plus productif de le réaffecter au financement de l'emploi des chômeurs. Le projet « Territoires Zéro Chômage de Longue Durée » vise à en faire la preuve dans le cadre de la Loi d'expérimentation du 29 février 2016. Le principe: créer des emplois à durée indéterminée pour tous les chômeurs éloignés de

l'emploi depuis plus d'un an volontaires, en croisant leurs envies et leurs compétences avec les besoins non solvables recensés sur le territoire. À cet effet, des « Entreprises à But d'Emploi » sont créées, financées en partie par le transfert de budgets dédiés jusque là à l'accompagnement des chômeurs, en partie par la richesse qu'elles génèrent. Dix territoires participent au programme, dont Jouques, une commune des Bouches du Rhône qui compte 140 chômeurs longue durée pour 4 587 habitants. Le projet est porté par un Comité local qui mobilise toutes les parties prenantes (élus, employeurs, associations, acteurs de l'emploi) et sa mise en œuvre est confiée à l'association ELAN Jouques dans l'objectif de développer des activités non concurrentielles avec l'économie de marché (pour l'instant: agro-forestier, tourisme, ressourceries, multiservices) et de créer autant d'emplois pérennes que nécessaire sous cinq ans. L'expérimentation a un laps de temps significatif pour mesurer l'impact sur le chômage

longue durée et le développement économique et social du territoire. Avec en ligne de mire, le déploiement à l'échelle nationale. ●

\*Ce type d'entreprise appartient à l'économie sociale et solidaire telle que définie par la loi du 31 juillet 2014. Elle peut avoir différentes formes juridiques (SA, SCOP, SCIC, association...) mais elle n'est pas à but lucratif.



Des emplois qui répondent aux besoins non solvables du territoire

« La gouvernance est l'un des points forts du projet: collectivités, organismes d'insertion, acteurs économiques et associatifs, implication des personnes concernées à la co-construction du projet. L'expérimentation a vocation à permettre d'étendre le dispositif sur l'ensemble du territoire français.



Brigitte Deleplancque  
Cheffe de Projet Diversité, DRH,  
SUEZ Groupe

FRANCE 2017-2018

NOUVEAU



## Acquérir les bons codes vestimentaires et comportementaux



Un projet collectif et solidaire qui essaime sur les territoires



Objectif: combattre les discriminations dans les entretiens d'embauche

L'habit ne fait pas le moine, mais il y contribue»: c'est ce constat qui anime les 350 bénévoles de la Cravate solidaire, une association créée à Paris en 2012, qui se donne pour mission de lutter contre les discriminations dans les entretiens d'embauche, liées à l'apparence. Une démarche qui contribue à l'insertion ou la réinsertion des demandeurs d'emploi en recherche active. Comment? D'abord en leur fournissant des te-

nues professionnelles (costumes, tailleurs, chaussures, vestes, chemises, pantalons, cravates et accessoires) collectées auprès d'entreprises, de marques de textiles ou du grand public. Ensuite, en les aidant à gagner en confiance et à mieux réussir leurs entretiens d'embauche, via la participation à des ateliers « coups de pouce », ludiques, bienveillants et individuels. Pendant deux heures, le candidat va travailler avec un coach en

image et deux experts du recrutement bénévoles. Avec eux, il choisira une tenue adaptée au type de poste recherché, puis, grâce à une simulation d'entretien, il apprendra les codes verbaux et non-verbaux adéquats, et il s'appliquera à construire un discours adapté aux exigences du recruteur. Le candidat repartira avec la tenue choisie, sa photo faite par un professionnel pour son CV, et un kit de fin d'atelier, avec des conseils pratiques.

En 2017, la Cravate Solidaire a démarré, en partenariat avec des associations locales, une formule « Coups de pouce au féminin », spécialement dédiée aux femmes qui sont les premières victimes des discriminations à l'embauche. Le projet prévoit d'accueillir 250 femmes sur un an, et attend, au vu des résultats de l'année 2016, un taux de réussite aux entretiens de 70%. ●

« Ce projet permet une reconnexion avec le monde professionnel en s'appuyant sur deux axes: l'entraînement à l'entretien mais aussi le conseil en image. Le taux de réussite vers l'emploi est encourageant.



Stéphanie Héraud  
Responsable Développement, Direction Ingénierie Sociétale,  
Maison Pour Rebondir, Référente du projet



L'association récompensée par les Trophées parisiens de l'ESS



FRANCE 2017-2019

## Un projet d'insertion ouvert et connecté en milieu rural



Le Jardin Arozoaar permet aux salariés en insertion de se reconstruire



Ensemble, cultivons la solidarité !



**V**ous avez besoin de légumes, ils ont besoin de travail : ensemble, cultivons la solidarité». Voici résumée la mission des «Jardins de Cocagne», un concept lancé par Jean-Guy Hencel dans les années 90. L'objectif : offrir aux personnes en situation d'exclusion ou de fragilité un lieu de réinsertion sociale et professionnelle par l'activité de maraîchage biologique. Et dans le même temps, développer des circuits courts de distribution pour répondre à l'engouement croissant des consommateurs pour les légumes «bio» et réduire l'empreinte environnemen-



tal par la réduction des transports. Aujourd'hui le Réseau Cocagne compte une centaine de jardins adhérents en France qui s'appuient sur sa notoriété et son expertise opérationnelle pour se développer. Parmi eux, le tout nouveau jardin, porté par l'association Arozoaar et implanté au Thou sur un territoire rural de Charente-Maritime, au confluent des villes de La Rochelle, Rochefort, et Surgères. Au cœur du projet, la mise en œuvre de synergies innovantes avec le monde agricole, les entreprises, les autres structures d'insertion et les habitants. Avec en ligne de mire la volonté d'offrir aux salariés en insertion les meilleures chances de se reconstruire. Dans cette perspective, le jardin est hébergé par la Ferme du Mont d'or, un lieu déjà connu pour son agriculture bio et ses initiatives pédagogiques et travaille en partenariat avec «La Couveuse 17»\* qui accompagne les auto-entrepreneurs dans leur projet de création d'entreprise.

L'activité a débuté en mai 2017 et depuis, l'équipe de 9 salariés a mis en place l'outil de production et débuté les cultures de légumes qui sont



vendus depuis fin octobre à 40 adhérents. Le Jardin Arozoaar ambitionne à terme d'accueillir une quinzaine de personnes, dont 60% de femmes et de fournir chaque semaine en légumes biologiques environ 500 personnes par an. La progression des salariés, encadrée par un accompagnement individuel, s'appuie sur l'acquisition de compétences très diverses, le travail quotidien en équipe, la dynamique du groupe et les échanges souvent valorisants avec les clients. ●

\*dispositif spécifique d'accompagnement à la création d'entreprise qui permet à un «entrepreneur à l'essai» de valider son projet, d'apprendre à entreprendre et sécuriser le développement de son activité dans un cadre légal.

«Arozoaar s'appuie sur l'expertise des Jardins de Cocagne pour répondre aux enjeux locaux, qui gagneront à l'accueil d'une structure d'insertion.»



**Ingrid Jaugey-Ndiaye**  
Directrice Adjointe Développement Durable & RSE SUEZ Eau France, Référente du projet



FRANCE 2016-2019

NOUVEAU

## La première ferme urbaine de polyculture et d'insertion à Paris



**F**in 2014, la Mairie de Paris, dans le cadre de son appel à projets «Réinventer Paris», lançait un défi inédit aux créateurs du monde entier : réinventer 23 sites parisiens, pour qu'ils deviennent des modèles de la ville de l'avenir en matière d'architecture, de nouveaux usages, d'innovation environnementale et de co-construction. Parmi les gagnants, «La Ferme du Rail», un projet opéré sur le site Ourcq-Jaurès (XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris) par la foncière Réhabail, spécialisée dans l'insertion par le logement, et co-piloté par une équipe de maîtrise d'œuvre expérimentée et engagée et un ensemble d'acteurs de l'insertion et de la solidarité.


 La Ferme du Rail «réinvente Paris» rue de l'Ourcq (XIX<sup>e</sup> arr.)


La Ferme du Rail se définit comme «la première ferme urbaine de polyculture et d'insertion à Paris». Son objectif : devenir une base de vie et de travail très ouverte sur son quartier, qui combine la réinsertion socio-professionnelle de personnes en grande précarité avec la mise en œuvre d'une agriculture urbaine respectueuse de l'environnement et fonctionnant selon le modèle de l'économie circulaire et solidaire.

Dans cette perspective, le site abritera une communauté d'étudiants en horticulture et de personnes en insertion formées aux métiers de l'agriculture urbaine et des services rattachés : activités maraîchères en circuits courts, collecte et valorisation des déchets, entretien d'espaces verts, culture de champignons.

En amont, la conception du site a été guidée par un objectif de réduction de l'impact environnemental à toutes les étapes :



**Michel Brun**  
Directeur d'Agence IdF Nord - Remédiation sites et sols pollués, SUEZ RR IWS REMEDIATION France, Référent du Projet

«Au-delà de la production alimentaire valorisée au travers de circuits courts, on retrouve la création de biodiversité, voire de mesures compensatoires en lien avec des projets d'aménagement, la création de zones à qualité de vie optimale pour échanger, partager et créer du lien social.»

dépollution du site, choix des matériaux et des procédés constructifs, végétalisation du bâti... Le cahier des charges prévoit la réalisation de 15 logements en CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) et de 5 logements en résidence sociale étudiants, la construction de locaux agricoles et d'une serre de production abritant un restaurant de 64 places ouvert au public, ainsi que la création de surfaces végétales pour l'agriculture.

Le projet a bénéficié d'un fort apport en mécénat de compétences de collaborateurs de SUEZ, avec l'intervention de Michel Brun, directeur d'agence SUEZ Recycling & Recovering IWS Remédiation, qui a accompagné l'association dans le pilotage du chantier sur les aspects de dépollution du terrain. ●

«Le projet est né de la volonté de riverains, d'associations de quartier et de la ville de Paris. Il est en phase avec les évolutions sociétales en matière de développement durable, d'économie sociale et circulaire : production et consommation sur place, compostage des végétaux et des déchets ménagers.»



**Rémi Casalis**  
Chef de marché national Grands Etablissements, SUEZ Eau France, Référent du Projet

FRANCE 2017



## Au plus près des besoins des personnes exilées



Des permanences pour accueillir, informer et accompagner

La Cimade mène depuis des décennies des actions pour permettre l'accès, la défense et l'avancée des droits des personnes migrantes et réfugiées. En Île-de-France, l'association s'appuie sur une équipe d'une trentaine de bénévoles dont le rôle est d'accueillir les personnes demandant l'asile au sein de permanences sociojuridiques, de les informer et de les accompagner dans les démarches longues et complexes qu'ils devront mener pour obtenir le statut de réfugié et accéder à l'ensemble de leurs droits fondamentaux (soins, protection maladie, allocation demandeur d'asile,

hébergement ou encore ouverture d'un compte bancaire). Depuis l'hiver 2015, le nombre de personnes exilées est en hausse. Trop souvent, elles n'ont d'autre solution que d'échouer dans des campements de fortune où les conditions de vie sont extrêmement précaires et la prise en charge de la question de l'accès aux droits largement négligée. Dans ce contexte, La Cimade a décidé d'intensifier son action. D'une part en renforçant le nombre des bénévoles dans les permanences mais aussi au sein des campements ou des centres d'accueil

lidant l'impact de son action : élaboration et diffusion d'outils et de documents de formation et d'information, formation des bénévoles et des autres acteurs impliqués dans l'accueil des personnes migrantes et réfugiées, sensibilisation de la société civile à la réalité de la situation, veille sur l'évolution des pratiques et la mise en œuvre effective des droits des personnes exilées.

*Soutenue par la Fondation SUEZ, La Cimade fait partie des associations intégrées au pilote en cours sur «L'engagement solidaire des collaborateurs» avec quatre missions de mécénat de compétences.*

FRANCE 2017



## Les hommes réveillent les pierres et les pierres révèlent les hommes



Sur le chantier du Fort d'Entrecasteaux à Marseille

L'association Acta Vista développe depuis 2003 au Fort d'Entrecasteaux, un monument emblématique surplombant le Vieux Port de Marseille, un projet d'insertion original qui combine impact social, impact patrimonial et impact environnemental. Le principe est de permettre à des personnes éloignées de l'emploi de se former en situation réelle aux savoir-faire traditionnels des métiers du patrimoine et, ce faisant, de contribuer à la restauration d'un monument historique classé dans le respect de normes environnementales strictes et selon des techniques d'écoconstruction très innovantes. Le projet est conduit en partenariat étroit avec la ville de Marseille, propriétaire du bâtiment, les organismes d'accompagnement vers l'emploi, l'Architecte des Bâtiments

de France et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), ainsi que l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp), qui certifie l'acquisition des compétences par les salariés à l'issue de leur contrat. Le chantier s'appuie sur 8 compagnons-formateurs et 3 chefs de projets qui accueillent chaque année environ 200 personnes, recrutées sur un critère unique: la motivation pour intégrer une équipe, respecter un rythme de travail, acquérir des compétences. À l'issue de leur contrat, 9 salariés sur 10 se qualifient, et 2 sur 3 trouvent un emploi ou une formation complémentaire. L'association est aujourd'hui entrée dans une phase d'essaimage avec l'appui du Groupe SOS, comme l'expliquent les responsables: «C'est un tournant stratégique qui donne une nouvelle ampleur à notre projet,

sans en modifier ni l'ADN, ni le savoir-faire singulier».

« Les sorties vers l'emploi ne sont pas nécessairement vers les métiers du bâtiment: une belle démonstration de la pertinence de ce projet. Au-delà d'une formation technique très valorisante, il assure avant tout l'insertion des salariés.



**Isabelle Censi**  
Cheffe de pôle événements et partenariats, Direction de la Communication, SUEZ Groupe, Référente du Projet

FRANCE 2016-2017



Un temps de convivialité, premier pas vers la réinsertion

## Un hébergement d'urgence, un répit pour les SDF

Convivialité, désintéressement, non discrimination et respect de la personne, telles sont les valeurs qui, dans l'esprit fondateur des Restaurants du Cœur, animent les équipes de bénévoles qui, depuis 1995, accueillent tous les jours de l'année des personnes en grande difficulté sur la Péniche du Cœur, amarrée quai Saint-Bernard à Paris. Si l'objectif premier est de procurer à ces personnes un hébergement et un repas, il s'agit aussi de partager avec elles un moment de convivialité, de raviver le lien souvent très ténu qu'elles ont avec la société, enfin de leur proposer, avec l'appui d'une équipe so-

ciale salariée, un accompagnement individuel vers la réinsertion. Aujourd'hui, dans un contexte marqué par un déséquilibre important entre l'offre d'hébergement d'urgence à Paris et la demande des personnes à la rue, ce sont 170 bénévoles qui accueillent environ 70 personnes chaque jour sur la Péniche du Cœur. Avec des durées de séjour qui s'allongent (jusqu'à plusieurs années) en raison de la difficulté croissante de trouver des solutions de sorties. Une situation très tendue qui a incité les responsables à engager un projet d'humanisation afin de pérenniser et améliorer ce centre situé au cœur de Paris. Les travaux,

qui bénéficient d'un mécénat de compétences de SUEZ, visent à ne plus rejeter les eaux noires dans la Seine, à fiabiliser le fonctionnement des pompes sanitaires et à rénover le système de production et de distribution d'eau chaude en particulier vers les douches.

170 bénévoles qui accueillent chaque jour...  
70 personnes

FRANCE 2015-2017



## Un chantier d'insertion innovant et performant

L'économie sociale et solidaire devrait devenir la norme en France car dans un monde aux ressources limitées, la solidarité n'est pas une option: cette conviction est celle qu'a exprimée le 23 octobre 2017 Nicolas Hulot, Ministre de la Transition écologique et Solidaire, lors de l'inauguration des nouveaux locaux d'Ateliers sans Frontières (ASF) à Bonneuil sur Marne (94). Cette manifestation signe l'aboutissement d'une double démarche entreprise par ASF, une association d'insertion par l'activité économique spécialisée dans la récupération et la revalorisation de matériel informatique, qui propose à une soixantaine de jeunes et d'adultes un travail, des formations et un accompagnement individualisé.

D'une part ASF a milité avec succès auprès du Conseil départemental pour obtenir que la part du financement des chantiers d'insertion prise en charge par le chiffre d'affaires qu'ils génèrent passe de 30% à 50%. Cette évolution, essentielle, débouche sur une consolidation du modèle économique qui n'affecte en rien la qualité du projet social. À terme, l'objectif est que cette mutation soit généralisée au niveau national. D'autre part, ASF a mené des actions pour concrétiser cette augmentation des résultats d'exploitation et accueillir 10 à 15 salariés supplémentaires par an: professionnalisation des équipes et des outils, évolution de la stratégie commerciale, renforcement du projet social, actions d'essaimage vers d'autres structures.



Les nouveaux locaux d'ASF accueillent 60 personnes en réinsertion

FRANCE 2017

la maison  
pour rebondir  
une initiative de suez

## La Maison pour Rebondir, un laboratoire d'innovation sociale



Un savoir-faire appelé à essaimer dans d'autres régions de France



Un objectif : agir pour l'emploi sur les territoires



Un accompagnement social, culturel et professionnel



FRANCE 2017-2019

promofemmes  
SOLIDARITÉS INTER-CULTURES-ELLE

## Mieux accompagner vers l'emploi les femmes exilées



Un parcours complet vers l'emploi pour les femmes migrantes

En 2012, le Groupe SUEZ créait à Bordeaux, avec le soutien du Fonds SUEZ initiatives, la Maison pour Rebondir, avec un objectif : agir en faveur de l'emploi sur le territoire, en créant des synergies innovantes entre les demandeurs d'emplois, les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion et les entreprises du Groupe SUEZ et ses partenaires.

Son action se déploie selon trois axes. D'abord, l'intégration de personnes éloignées de l'emploi au sein des filiales de SUEZ et d'entreprises partenaires : en 2017, 32 personnes ont été suivies, dont 15 femmes formées en alternance au métier d'électricienne. Ensuite, l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans la création de leur propre activité, via le programme «J'entreprends» qui suit chaque année une quinzaine de porteurs de projets. Ainsi, pour la 5<sup>ème</sup> promotion en 2017, Nadia a créé un laboratoire d'analyses agronomiques et Annie a monté un système de collecte et réemploi de bouteilles de vin. Enfin, depuis 2016, la Maison pour Rebondir aide des

entrepreneurs sociaux à développer leurs projets en les intégrant dans des partenariats opérationnels avec SUEZ : collecte et valorisation d'huiles alimentaires avec les Détritivores ou de mégots de cigarettes avec EcoMégots, changements de compteurs d'eau avec les Compagnons Bâisseurs, valorisation des déchets encombrants avec R3, ou encore lutte contre le gaspillage alimentaire avec Elixir. Les pistes sont nombreuses dans ce secteur qui vise à faire converger emploi et économie circulaire. La Maison pour Rebondir héberge également des projets innovants en faveur de l'emploi comme, en 2017, WeJob, une plateforme de «co-searching», une nouvelle approche collective de la recherche d'emploi. Enfin l'équipe met en relation des associations comme TAPAJ qui propose des travaux ponctuels aux jeunes en errance et des collaborateurs de SUEZ désirant s'engager dans des missions de mécénat de compétences. La Maison pour Rebondir franchit aujourd'hui une nouvelle étape, avec la modélisation et la duplication de son savoir-faire

dans d'autres régions de France. C'est aussi le moment pour cette structure pilote de prendre son autonomie par rapport à la Fondation SUEZ pour se mettre au service du Groupe comme pôle d'innovation et de transformation sociales. ●

### BILAN 2012-17

142 accès  
à l'emploi durable

45 entreprises  
créées, soit 57 emplois

5 services  
créés avec l'ESS  
(9 emplois directs  
et 20 indirects)

« Sur la partie conseil et formation, nous intégrons de plus en plus les entrepreneurs sociaux de l'économie circulaire. Nos objectifs d'ici 2021 : contribuer à la création de 1000 emplois via le développement de services environnementaux avec l'économie sociale et solidaire en Europe. »



Erwin Faure  
Directeur adjoint Maison pour Rebondir,  
Bordeaux

En 1994, naissait à Bordeaux dans le quartier Saint-Michel, qui accueille historiquement des flux importants d'immigration, l'association Promofemmes. Sa mission : accompagner l'intégration des femmes d'origine étrangère sur le plan social, culturel et professionnel. Au fil des années, l'association a su progressivement ajuster et élargir son champ d'action pour apporter des réponses efficaces aux besoins des nouvelles adhérentes, arrivant désormais de toute la métropole bordelaise, et globalement plus formées, plus autonomes, et donc dotées d'un meilleur potentiel d'accès à l'emploi.

Dans ce nouveau contexte, l'accent a été mis en 2017 sur l'insertion socioprofessionnelle, sur la base d'un diagnostic territorial qui a permis de clairement identifier les besoins et d'un diagnostic interne sur la pertinence des actions menées et les pistes d'amélioration à envisager. L'accompagnement proposé aux femmes se présente sous la forme d'un «parcours», articulé

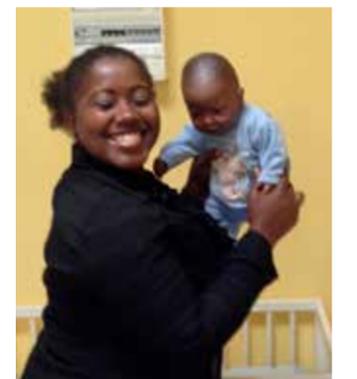
« Les programmes et formations portés par Promofemmes sont pertinents car ils permettent de former des femmes en difficulté d'insertion professionnelle vers des métiers en tension, tout en impliquant l'ensemble de l'écosystème employeurs, organismes de formation, pouvoirs publics. »



Benoît Bonello  
Directeur Innovation Sociale  
Maison Pour Rebondir,  
Référént du projet

lé autour de 3 axes complémentaires : une prise en compte au cas par cas des freins à l'emploi et des solutions à y apporter, notamment via l'apprentissage de la langue et le soutien à la parentalité ; un programme de 4 formations pré-qualifiantes et qualifiantes (agent de service, aide aux personnes âgées, hygiène alimentaire, propreté et petite enfance) ; des ateliers de technique de recherche d'emploi, d'informatique, de droits et devoirs du salarié, de présentation des services de la Maison de l'Initiative et de l'Emploi.

Pour remplir ses missions, l'équipe s'est étoffée avec l'embauche d'une salariée à mi-temps et d'un prestataire Français Langue Etrangère, et l'appui de 8 bénévoles. Enfin l'association veille à renforcer ses partenariats avec les autres acteurs de l'emploi et de l'insertion, les organismes de formation et les employeurs potentiels. Promofemmes est aujourd'hui la seule association offrant toutes ces possibilités aux femmes migrantes sur le territoire de l'agglomération bordelaise. ●



Une équipe motivée pour aider chacun à révéler son potentiel

FRANCE 2016-2017



## Une recyclerie de vélos au sein d'Emmaüs Cotentin



Le nouvel espace de réparation-vente inauguré en octobre 2017

La communauté Emmaüs Cotentin, fondée en 1970, accueille aujourd'hui 30 compagnons en activité : vente de matières premières (ferrailles, métaux, cartons, déchets d'équipements électriques et électroniques) et vente des dons des particuliers ou des entreprises (vêtements, meubles, jouets, livres, bibelots, électroménager...). Se trouvant depuis quelques temps dans une situation financière délicate, l'association a décidé en 2016 de se lancer dans une nouvelle activité, comme l'explique la présidente, Marie-Jeanne Cauvin : « On reçoit beaucoup de vélos qui

sont parfois dans un état pitoyable. Nous sommes souvent dans l'obligation de les jeter à la benne faute de moyens techniques. Alors que nous avons les moyens humains pour les réparer ». D'où le projet de créer un espace de réparation-vente qui devrait permettre d'équilibrer le budget tout en assurant aux compagnons de nouvelles compétences et un meilleur environnement de travail. Les travaux ont débuté début 2017 et le bâtiment a été inauguré le 20 octobre 2017. Conformément à la vocation d'Emmaüs, hormis les frais d'architecte et les coûts de construction, tout le travail a été

pris en charge par les bénévoles et les compagnons. Par ailleurs, cette nouvelle activité de recyclerie permettra aux nombreuses familles à faibles revenus du secteur d'acquiescer des vélos de bonne qualité à bas coût. Les travaux ont également permis l'agrandissement de l'espace de vente, afin de mieux accueillir les clients du Cotentin, cette Communauté étant la seule de toute la



FRANCE 2016-2018



## Une association exemplaire, pionnière de l'économie circulaire et solidaire



En 5 ans, 33 tonnes de jouets collectés pour être réparés et revendus

En 2012, Claire Tournefier-Droual a créé l'association Rejoué afin de collecter, nettoyer, réassembler et vendre à moindre coût des jouets et des jeux usagés, tout en offrant à des personnes éloignées de l'emploi un chemin de réinsertion. 5 ans plus tard, elle est un des 9 ambassadeurs choisis par Nicolas Hulot, le Ministre de la Transition écologique et solidaire, pour participer à l'élaboration d'une feuille de route de l'économie circulaire, à paraître en mars 2018.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis 2012, plus de 60 000 jouets vendus au grand public et aux professionnels de l'enfance à un prix 2 fois inférieur à celui du neuf, et 88 per-

sonnes accompagnées dans un parcours d'insertion personnalisé avec 50% de sorties en vie active ; en 2016, 4 000 adhérents et 33 tonnes de jouets collectés auprès des particuliers et des entreprises ; en juillet 2017, déménagement dans un nouveau local de 2 000 m<sup>2</sup> à Vitry-sur-Seine...

Forte de ce succès exponentiel, l'association ambitionne aujourd'hui de devenir le chef de file d'une véritable filière du réemploi du jouet et de dupliquer dans toute la France son activité créatrice d'inclusion sociale et d'emploi local non délocalisable.

« Nous sommes fiers de pouvoir témoigner à l'échelle nationale des défis que représente le secteur du réemploi des jouets, et de pouvoir trouver ensemble les solutions pour créer l'économie circulaire de demain. »

Claire Tournefier-Droual  
Fondatrice de Rejoué



FRANCE 2015-2017



## Un parcours de reconstruction pour les jeunes toxicomanes



Apprendre des métiers utiles aux hommes et à la communauté

Il y a un an encore, Antony, Sergio, Julien, Edouard et Jérôme étaient de jeunes toxicomanes perdus dans le monde des addictions et désespérant d'arriver à s'en sortir. Jusqu'au jour où ils ont frappé à la porte de l'association San Lorenzo, dont la mission est de redonner espoir et confiance à ces jeunes en perdition, en leur proposant un accompagnement personnalisé ainsi qu'un parcours de reconstruction par le travail. L'association, en accord avec les familles et le corps médical et judiciaire, offre aux jeunes de partager une vie communautaire au sein de la maison d'accueil de Lourdes,

sous la houlette bienveillante de pensionnaires plus anciens, eux-mêmes anciens toxicomanes, avec lesquels ils pourront échanger en confiance. En 2016, la maison de Lourdes a ouvert deux ateliers, l'un de menuiserie, l'autre d'espaces verts, qui permettront chaque année à une trentaine de jeunes de réapprendre les exigences du travail et d'acquiescer des compétences utiles à leur réinsertion. Ces ateliers sont animés par des spécialistes métiers qui combinent la compétence professionnelle et l'expérience de la formation et de l'encadrement de jeunes. Enfin la production de

l'atelier menuiserie permet de répondre aux besoins internes de la maison en termes de mobilier : tables de réfectoire, bancs, lits superposés, placards ; tandis que l'atelier espaces verts contribue à l'approvisionnement de la communauté en légumes. La pérennité économique du projet est ainsi assurée tandis que les jeunes voient directement l'utilité de leur travail.



FRANCE 2017-2018

NOUVEAU



## Une plateforme pour rapprocher les réfugiés et les employeurs



Un levier d'intégration, une chance pour l'économie française

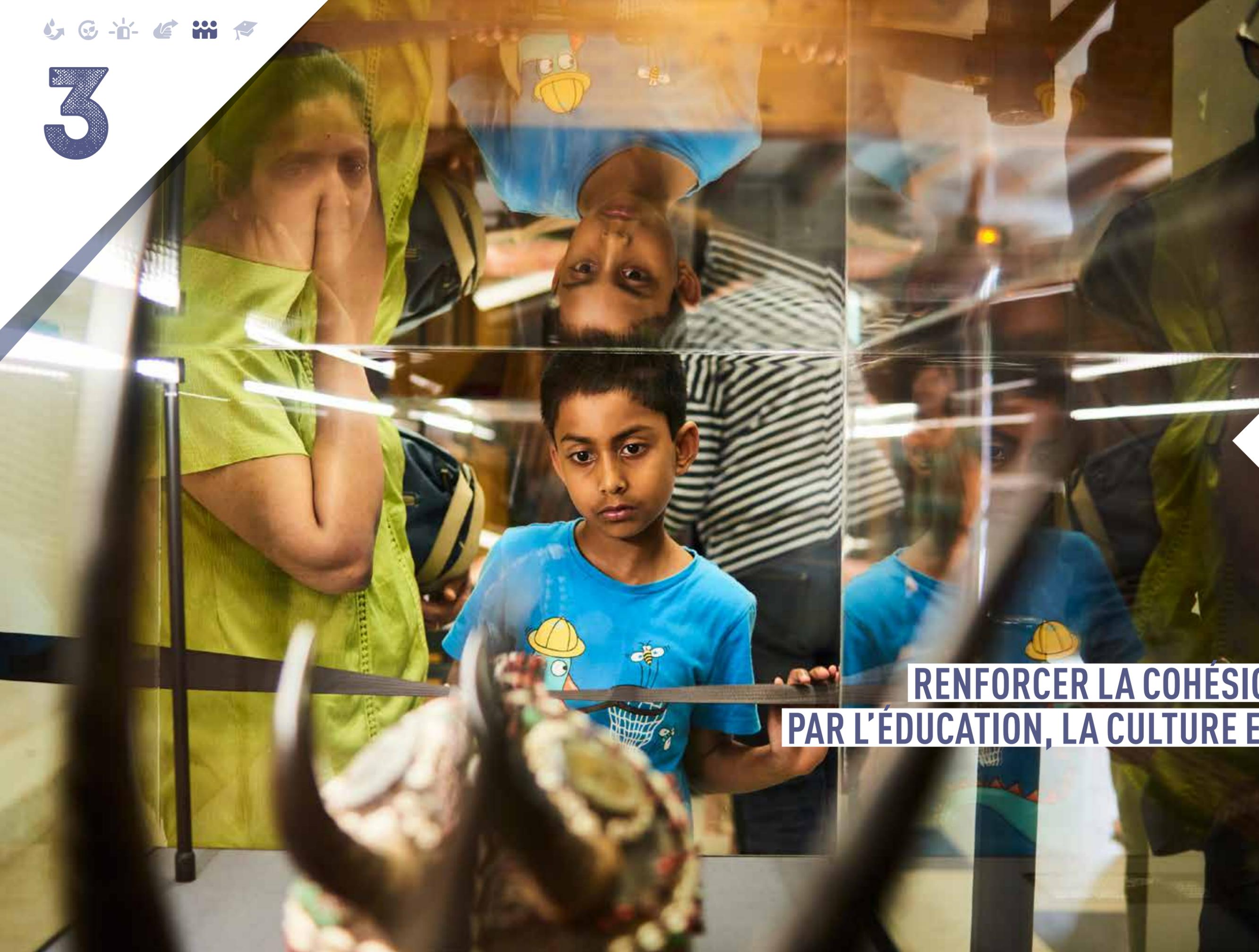
Lancée début 2016 sous forme de projet pilote sur Facebook, Action Emploi Réfugiés (AERé) est devenue en quelques mois la plateforme de référence en matière d'emploi pour les réfugiés en France, avec un réseau actif de 2 500 membres, et ambitionne aujourd'hui d'étendre son service à d'autres pays eu-

ropéens. Preuve que l'initiative répond de façon efficace et pertinente à un double besoin : celui des réfugiés engagés dans un processus d'intégration et celui des employeurs peu au fait des opportunités, des modalités et des bénéfices du recrutement de réfugiés. Le principe : grâce à un positionnement original au carrefour entre les autorités publiques, l'écosystème associatif, l'économie sociale et solidaire et les entreprises, mettre en relation des réfugiés statutaires et demandeurs d'asile ayant reçu une autorisation de travailler sur le territoire avec des employeurs potentiels.

La stratégie s'articule autour de trois axes : développer l'outil et le service de mise en relation entre réfugiés et entreprises ; conduire des actions de plaidoyer et de com-

munication à destination du grand public, des médias et des employeurs pour contribuer à donner une image positive des réfugiés ; mener des projets de recherche permettant de mesurer l'apport de l'intégration professionnelle des réfugiés à l'économie française et l'apport des nouvelles technologies en matière d'intégration.

Parmi les priorités, la démarche AERé Mobilisation Entreprises, pour l'instant unique en France, qui vise spécifiquement les employeurs : production de documents d'information ; organisation d'ateliers de mobilisation ; mise en place de politiques d'accompagnement dédié ; diffusion des best practices ; développement de partenariats ciblés avec de grands recruteurs.



**7**  
projets



**4**  
nouveaux  
partenaires

Avec les Ateliers nomades du musée du quai Branly - Jacques Chirac, une large gamme d'activités est déployée sur le territoire, en étroite collaboration avec les acteurs locaux.

## RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE PAR L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LE SPORT



ENJEUX

## Créer les conditions d'un meilleur vivre-ensemble

La société française fait face à un ensemble de fractures qui mettent à mal sa capacité à assurer sa « cohésion sociale ». Tout l'enjeu est de développer des initiatives qui co-engagent la responsabilité de tous au service d'un meilleur vivre-ensemble.

### LE CO-ENGAGEMENT EST À LA FOIS LE MOYEN ET LA FIN DE LA COHÉSION SOCIALE

Le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités au minimum et en évitant la marginalisation, à gérer les différences et les divisions, et à se donner les moyens d'assurer la protection sociale de l'ensemble de ses membres ». Ce qui implique le renforcement du lien social pour l'ensemble de la population et plus spécifiquement, l'inclusion sociale des personnes vulnérables. Cet objectif de cohésion passe nécessairement par l'action de l'Etat mais aussi par le co-engagement concret de tous les acteurs de la société - pouvoirs publics, partenaires sociaux, associations, citoyens, entreprises - dans des projets de terrain, ancrés sur les territoires.



**Jean-Yves Larroutou**  
Directeur Général Adjoint de SUEZ, en charge de la transformation du Groupe et Secrétaire Général, administrateur de la Fondation SUEZ

« En 2017, la Fondation SUEZ s'est fixé un nouvel axe d'intervention: le soutien aux initiatives en faveur de la cohésion sociale sur les territoires. Cette décision se fonde sur la conviction que l'éducation, l'accès à la culture, aux arts et au sport constituent des outils efficaces de réduction des inégalités et, de lutte contre les discriminations et contre l'exclusion en permettant à chacun de rêver sa vie, avec réalisme, mais sans autocensure.

### LA COHÉSION SOCIALE PASSE PAR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LE SPORT

Au-delà ou en complément des dispositifs sociaux d'accompagnement vers l'insertion, les projets d'accès à l'éducation, à la culture, et au sport sont au cœur du processus de cohésion sociale. À condition que les publics visés (jeunes relevant de l'éducation prioritaire ou en rupture avec la société, populations en situation de précarité ou d'exclusion, territoires éligibles à la Politique de la Ville,...) ne soient plus appréhendés comme de simples bénéficiaires mais comme des acteurs à part entière des projets. C'est la clé pour susciter leur sentiment d'appartenance à la collectivité et les aider à s'émanciper en développant leurs compétences, en construisant des repères, en ayant davantage de prise sur leur environnement, en nourrissant leur estime de soi.

« Les pratiques culturelles, sportives, l'accès à l'éducation et son renforcement, sont des éléments fondateurs du vivre ensemble et de la cohésion sociale. Ils permettent aux jeunes en difficulté de regagner confiance et autonomie, de découvrir le goût de la réussite collective ou individuelle, d'apprendre le respect des règles et de l'autre, de s'ouvrir au monde, et ainsi de mieux s'intégrer dans la société.



**Franck Reinhold Von Essen**  
Secrétaire du Comité Central européen, Administrateur de la Fondation SUEZ représentant les salariés

14,5 %

Taux de décrochage scolaire, c'est-à-dire de la part de jeunes qui ne parviennent pas à terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire

16,6 %

Taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif en France

26 %

seulement de la population française adulte déclare avoir confiance envers les autres

Source : Panorama de la société 2016 © OCDE 2016

Une expérience unique autour de la découverte de l'orchestre symphonique



**Zahia Ziouani**  
Chef d'orchestre, directrice musicale de l'Orchestre Symphonique Divertimento

« Tous les jeunes, que ce soit en milieu urbain, en milieu rural, dans les lieux culturels des quartiers comme dans les grandes salles de concert, ou en milieu carcéral, devraient pouvoir apprendre la musique et éventuellement jouer dans des orchestres. C'est un moyen de développer le sens critique, de cultiver un esprit collectif et de solidarité, de fédérer toutes les diversités, et ainsi de renforcer le vivre-ensemble.

FRANCE 2017-2018

NOUVEAU

Orchestre  
Symphonique  
Divertimento

## L'Orchestre Symphonique Divertimento affirme son engagement pour l'éducation populaire !



L'Académie Divertimento pour les jeunes musiciens débutants ou confirmés



Découvrir le dépassement de soi, renforcer la confiance en soi

Depuis 1998, Zahia Ziouani, une jeune chef d'orchestre d'origine franco-algérienne, dirige avec ardeur et brio l'Orchestre Symphonique Divertimento (OSD), un ensemble symphonique en résidence en Seine-Saint-Denis, réunissant 70 musiciens professionnels issus de la Seine-Saint-Denis, Paris et la Région Ile-de-France. L'OSD, c'est en moyenne 40 concerts par an en Ile de France, en région et à l'étranger. C'est aussi un ensemble d'actions de sensibilisation et des formations à la pratique musicale, avec notamment l'Académie Divertimento, créée en 2008, qui accueille chaque année plusieurs dizaines de jeunes musiciens débutants ou confirmés.

En 2016, l'OSD a démarré le projet PAAC (Parcours d'Actions Artistiques et Culturelles) qui vise à déployer ses missions en régions: transmettre le patrimoine symphonique en direction de tous les publics; réduire la fracture sociale en touchant les territoires éligibles à la politique de la ville où la

culture est peu ou non présente; contribuer à renforcer la cohésion sociale en favorisant, autour de la musique, les échanges entre les publics, les générations, les territoires. Le PAAC est mené en partenariat avec des collectivités désirant co-piloter, dans le cadre d'une résidence artistique de 3 ans, un parcours éducatif pluridisciplinaire à destination des habitants. Les besoins sont identifiés par les collectivités, puis les actions (sensibilisations, pratique musicale dans le cadre des dispositifs de l'Académie Divertimento, diffusion de concerts tous publics) sont planifiées et mises en place. Enfin des rencontres sont régulièrement organisées avec les structures sociales, éducatives et culturelles, qui sont les relais locaux du projet, pour leur transmettre les méthodes d'apprentissage de l'OSD et ainsi garantir une autonomie du projet à l'issue des 3 ans de résidence.

Comme l'expliquent les responsables du projet: «Avec le PAAC, il s'agit de permettre aux publics

cibles de vivre une expérience unique autour de la découverte de l'orchestre symphonique, des valeurs du vivre ensemble, du dépassement de soi, de la confiance en soi, de l'ouverture pour changer les mentalités, d'optimiser les liens sociaux et impulser ainsi l'envie de s'inscrire dans une pratique artistique autonome».



« Cette approche originale, ludique, adaptée aux populations adressées, vise tant à élargir et dynamiser le champ culturel qu'à soutenir des enseignements essentiels - la lecture et l'écriture - et des valeurs qui peuvent être diffusées à une échelle assez large.



Isabelle Baudin  
Ingénieure Recherche, SUEZ Groupe  
Référente du Projet

FRANCE 2016-2017

Culture  
PRIORITAIRE

## Agir contre le déterminisme social



En 2016/2017, l'association a accueilli 88 jeunes de la 3<sup>ème</sup> à la Terminale



Le socle de connaissances et d'apprentissages offert par l'école ne suffit pas à assurer la réussite scolaire et professionnelle des jeunes s'il ne s'inscrit pas dans un environnement culturel et social porteur. C'est la conviction qui anime l'association Culture Prioritaire qui depuis 2013, propose aux lycéens issus des milieux défavorisés des quartiers prioritaires de l'ouest parisien un accompagnement extrascolaire gratuit, organisé en partenariat avec les établissements scolaires et les acteurs sociaux et associatifs.

Au programme pour ces jeunes de la 3<sup>ème</sup> à la Terminale, 80 heures d'accompagnement collectif et individuel, faisant alterner séances interactives animées par des intervenants professionnels et sorties extrascolaires: musées, théâtres, concerts, cinéclub, visites d'entreprises, rencontres avec des professionnels...

Plus largement, le projet vise à favoriser le vivre-ensemble via l'accueil de jeunes issus de toutes origines. Il leur permet d'accéder à un réseau indispensable pour l'obtention de stages ou la découverte des métiers, et il leur ouvre des

perspectives stimulantes et encourageantes pour la construction de leur avenir. Les familles ne sont pas oubliées, avec un volet d'aide à la parentalité.

En 2016/2017, Culture Prioritaire a accueilli 88 jeunes, dont 80% déjà inscrits les années précédentes, ce qui permet un accompagnement dans la durée. Parmi eux, pour la première année, 11 élèves de Terminale. Dix ont réussi leur bac, 8 ont obtenu une orientation post-bac conforme à leurs souhaits, dont une qui a intégré Sciences-Po Paris.

FRANCE 2017-2020

NOUVEAU

AGIR  
POUR  
L'ÉCOLE

## Expérimenter pour vaincre l'échec scolaire

Selon le rapport PISA 2015, le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires d'Europe avec un taux annuel de 20% d'élèves sortant sans diplôme et de fortes inégalités territoriales, les résultats étant particulièrement alarmants dans les zones d'éducation prioritaires REP et REP+. En cause notamment, les difficultés rencontrées par nombre d'enfants dans l'apprentissage de la lecture, qui est la base de tous les autres apprentissages. L'association Agir pour l'École se mobilise depuis 2011 pour lutter contre l'échec scolaire en s'appuyant sur les sciences de l'éducation pour développer des méthodes pédagogiques innovantes d'apprentissage de la lecture et pour accompagner les enseignants dans leur mise en œuvre. Le pro-

jet a démarré dans toute la France avec un focus sur les zones prioritaires de l'académie de Lille où il touche actuellement 60 classes, l'objectif étant d'être présents dans 500 classes sur tout le territoire à la rentrée 2019. Ce qui implique de renforcer les liens avec les rectorats, de renforcer l'accompagnement dans les classes avec en particulier l'embauche d'assistants pédagogiques, de tester et mettre au point des applications numériques de « machine learning » afin d'offrir aux enfants des outils toujours plus performants.

Point capital: le déploiement du projet s'accompagne d'évaluations continues de la méthode, de son appréhension par les enseignants et de son impact sur la progression des enfants.



De nouvelles méthodes pour apprendre la lecture

FRANCE 2016-2017



## Remobiliser les jeunes en situation de décrochage scolaire



Les jeunes décrocheurs participent à des missions très concrètes



En 2016/2017, le programme Booster a accompagné 260 jeunes



Depuis 1995, Unis-Cité l'association pionnière et spécialiste du Service Civique en France, offre aux jeunes de 16 à 25 ans, de toutes origines sociales et culturelles, et de tous niveaux d'études, la possibilité de s'engager à temps plein et en équipe, durant 6 à 9 mois, sur des missions d'intérêt général en France : lien intergénérationnel, développement durable, éducation à la santé, citoyenneté, transition énergétique...

En 2013, Unis-Cité a lancé en partenariat avec l'Éducation nationale, le programme «Booster», spécialement adapté aux mineurs en situation de décrochage scolaire. Leur nombre en France est estimé chaque année à 98000, dont 30 000 en Île-de-France. L'objectif de ce programme est de contribuer au rattrapage scolaire de jeunes mineurs (16-17 ans) en situation de décrochage, grâce à une expérience de vie de 6 à 8 mois,

alternant sur un rythme hebdomadaire : 3 jours de missions concrètes en service civique au sein d'associations (distribution de repas aux sans-abris, visite de personnes âgées isolées, organisation de jeux sportifs pour des personnes en situation de handicap...), menées en équipe aux côtés de volontaires majeurs plus autonomes ; 2 jours de tutorat individualisé assuré par des enseignants dans les établissements scolaires partenaires, où ils peuvent combler leurs lacunes et découvrir des métiers et formations.

d'autres structures à se mobiliser sur cet enjeu en accueillant des jeunes en situation de décrochage scolaire en service civique. Modélisation : à terme, inspirer une politique publique nationale de lutte contre le décrochage scolaire au travers du service civique.

En 2016-2017, le programme Booster s'est déployé sur treize territoires à l'échelle nationale, dont Paris, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise en Île de France, pour un total de 260 jeunes accompagnés. ●

« Jusqu'à présent, personne n'avait voulu me faire confiance, mais aujourd'hui j'ai rencontré les bonnes personnes. Unis-Cité m'a donné ma chance et a cru en moi. »

Hacène, 17 ans

Le programme comprend également des journées consacrées à la préparation de leur projet d'avenir, avec notamment des ateliers CV, des sessions de coaching professionnel et des visites d'entreprise, dont certaines animées par des collaborateurs de SUEZ. L'enjeu de la démarche est triple. Efficacité : permettre à des jeunes, y compris les plus éloignés de l'institution scolaire, de rattraper, de se remobiliser et de se projeter dans l'avenir. Exemplarité : inciter



Une génération qui s'engage pour le bien commun

FRANCE 2016-2017



## Une initiative concrète et efficace pour valoriser l'engagement des jeunes



Les entreprises ouvrent leurs portes aux jeunes en quête d'avenir



Un objectif : aider les jeunes à déployer pleinement leur potentiel

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes se consacrent à des missions d'intérêt général, via le Service Civique ou d'autres engagements bénévoles. Ce sont des moments forts où ces jeunes peuvent révéler leur potentiel : capacité à prendre des responsabilités, nouvelles compétences, engagement, motivation... Mais parce qu'ils se heurtent à des barrières scolaires ou culturelles, sociales ou financières, la dynamique amorcée durant leur période d'engagement peut s'interrompre.

« L'Institut, c'est croire que tout est possible, puis constater que tout est possible. »

Estelle  
lauréate de la promotion 2016



C'est ce constat qui a inspiré la création en 2012 de l'Institut de l'Engagement par Martin Hirsch, une association qui valorise l'engagement de ces jeunes, les aide à concrétiser un projet d'avenir à la hauteur de leur potentiel, en leur ouvrant les portes qui leur étaient fermées. En 2016, l'Institut a accueilli 700 lauréats, recrutés grâce à la mobilisation de nombreux bénévoles issus de l'entreprise, de l'enseignement, du milieu associatif. Plusieurs sala-

riés du Groupe SUEZ ont pris part au processus d'admission dans le cadre de la démarche «Engagement solidaire des Collaborateurs». Les critères d'admission sont l'engagement du candidat, son fort potentiel, la solidité de son projet - reprise d'études, recherche d'emploi, création d'activité - et la capacité de l'Institut à lever les obstacles auxquels il se heurte.

lorisent l'engagement des jeunes et leur ouvrent leur recrutement. Les résultats sont au rendez-vous, avec 90% de taux de succès pour les lauréats en 2016 : année d'étude validée, CDD de 6 mois ou plus, ou CDI ou progression du projet de création d'activité. ●

« Ce partenariat est étroitement lié à celui formé entre la Fondation SUEZ et Unis-Cité : accompagner vers la formation professionnelle des jeunes non-diplômés de l'enseignement supérieur, ayant effectué un Service Civique. »



Éric de la Gueronnière  
Directeur Learning, Eau et Déchets, SUEZ Groupe - Référent du Projet

Le soutien de la Fondation SUEZ porte sur 12 jeunes non diplômés ayant effectué leur Service Civique avec Unis-Cité et souhaitant reprendre une formation. Ils ont démarré leur parcours en novembre 2016 et ont été accompagnés jusqu'à fin 2017 : suivi individuel par un chargé d'accompagnement, parrainage, mises en relation, ateliers et sensibilisation aux enjeux du monde contemporain lors des Universités de l'Engagement, vie de promotion. L'Institut de l'Engagement mobilise plus de 300 partenaires, dont 150 établissements de formation, entreprises et organismes de soutien à la création d'activité, qui va-



FRANCE 2017-2018

NOUVEAU

## Les Ateliers nomades : le musée à la rencontre des publics



Une riche programmation à destination du grand public et des scolaires



Découvrir des trésors jusque là inconnus et inaccessibles



Une démarche où les jeunes interrogent leur rôle dans la société



Ensemble, concevoir, réaliser et diffuser un film



Avec le dispositif « Les Ateliers nomades », le musée se projette hors-les-murs et part à la rencontre de tous les publics. Ateliers, sorties d'œuvres, soirées ou conférences : une large gamme d'activités est déployée sur le territoire, en étroite collaboration avec les acteurs locaux.

C'est par l'installation éphémère Maquis cafés en 2011 que le musée expérimente pour la première fois les actions hors-les-murs. Sur plusieurs semaines, et à l'occasion de l'exposition Dogon, le musée s'installe à Montreuil, à la rencontre de la population de la ville et de la plus importante communauté malienne de France.

Une opération qui a scellé la création d'un dispositif d'actions hors-les-murs régulier : « Les Ateliers nomades ».

Démarche hors-les-murs innovante et d'une ampleur inédite, « Les Ateliers nomades » permettent de tisser des relations étroites avec les collectivités locales en investissant l'ensemble

des lieux de diffusion culturelle de la ville partenaire (médiathèques, bibliothèques, centres culturels, etc.). Afin de créer un véritable aller-retour entre le musée et le territoire, chaque ville peut bénéficier de navettes gratuites pour venir découvrir sur place les collections et les activités de médiation.

Les premiers « Ateliers nomades » ont été inaugurés à Cergy-Pontoise en 2013. En 2014, Clichy-sous-Bois et Montfermeil ont accueilli la deuxième édition de ce dispositif inédit de démocratisation culturelle. La saison 2015-2016 scelle le partenariat entre le musée et les deux villes, avec des actions reconduites jusqu'à l'été 2016.

La communauté d'agglomération Grand Paris Sud accueille le troisième grand rendez-vous des « Ateliers nomades » depuis l'automne 2016. Une série d'événements et de festivités ponctuent ces deux années de partenariat avec les communes de Bondoufle, Courcouronnes, Évry, Lisses, Ris-Orangis et Villabé.

Forts des éditions précédentes, cette nouvelle itinérance a su s'insérer dans les agendas de programmation et les projets des lieux et structures du territoire. Cela a permis de belles rencontres entre les collections du musée et les habitants de l'agglomération et donné lieu à une fréquentation tout à fait positive.

Ce sont plus de 7 500 personnes qui ont été touchées par le dispositif des « Ateliers nomades » pour cette première année, dont 4 375 qui se sont rendues au musée grâce aux navettes proposées. Parmi elles, de nombreux visiteurs n'étaient jamais venus au musée du quai Branly. ●



Des ateliers très vivants pour sensibiliser les enfants à d'autres cultures



FRANCE 2017-2019

NOUVEAU

## Aider les jeunes à devenir des « regardeurs conscients »



Une démarche où les jeunes interrogent leur rôle dans la société



Ensemble, concevoir, réaliser et diffuser un film

En 2010, avec le soutien de la Ville de Paris, Raymond Delpard et Diane Dufour redonnaient vie à une ancienne salle de bal parisienne aujourd'hui désaffectée, en y créant « LE BAL », un espace indépendant d'exposition, de production, d'édition, de pédagogie, de rencontres et de débats dédié à l'image contemporaine sous toutes ses formes : photographie, vidéo, cinéma, nouveaux médias.

Au cœur du projet, un pôle pédagogique, « La Fabrique du Regard », qui mène chaque année un travail en profondeur avec plus de 2 000 jeunes, en collaboration avec 150 écoles élémentaires, collèges et lycées, classés en zone d'éducation prioritaire sur 13 académies. La Fondation SUEZ est partenaire du programme « Que Faire ? » développé avec le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et les acteurs locaux impliqués dans l'action éducative, culturelle ou sociale auprès des jeunes. Entre 2016 et 2019, 20 groupes de jeunes de 14 à 20 ans issus de 20 quartiers relevant de la Po-

litique de la ville des régions de Lille, Lyon et d'Île-de-France vont s'interroger sur les possibilités aujourd'hui du collectif. Au moment où de profonds bouleversements traversent nos sociétés, où la société civile s'interroge sur ses fondements : comment agir ? Comment devenir acteur d'une histoire collective ?

Pour chaque atelier, la démarche pédagogique associe une réflexion en images avec la réalisation d'un film.

Au terme des trois ans, cette collection de 20 films sera diffusée localement et nationalement. Chaque année, une restitution de l'ensemble des films produits aura lieu sur chaque territoire concerné pour présenter le film réalisé aux participants, parents, habitants et créer des échanges et débats autour des réalisations.

Un événement fédérateur sera également organisé (journée d'étude consacrée au projet : présentation et analyse des films, exposition de travaux de recherche réalisés par des universitaires, des sociologues, des architectes...). ●



Aiguiser son regard, analyser les images et leurs enjeux

« Utiliser l'art et l'image dans un projet éducatif est un gage d'impact pour les jeunes. L'approche des deux axes menés de manière concomitante au cours d'ateliers afin d'allier le « voir » au « faire » assure une pédagogie très démonstrative. »


 Catherine Pradels  
Directrice Développement Durable,  
SUEZ R&V France - Référente du Projet

13 académies

150 écoles élémentaires, collèges et lycées, classées en zone d'éducation prioritaire

2 000 jeunes

# 4



**157**  
auditeurs  
venus de  
**47**  
pays



**+ de 160**  
dossiers reçus  
depuis la création  
du Prix SUEZ -  
Institut de France

Partager la connaissance,  
renforcer les capacités des leaders

**RENFORCER LES COMPÉTENCES  
ET STIMULER L'INNOVATION**



ENJEUX

# Valoriser le capital humain pour favoriser un développement inclusif

Pour atteindre une croissance inclusive, offrant des possibilités de développement socio-économique durable pour le plus grand nombre, il est essentiel d'agir sur deux leviers de progression : la formation et l'innovation.

## FORMER UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE LEADERS

En avril 2017, à l'occasion de la publication du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM), Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, déclarait : « En donnant accès et en transmettant des connaissances, des compétences et des valeurs fondamentales essentielles, l'enseignement supérieur est devenu une pierre angulaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) ». L'accès à l'enseignement supérieur est donc un levier important pour consolider la croissance inclusive des pays en développement. Avec l'objectif de former des « leaders », associant à l'acquisition de connaissances et compétences managériales, techniques et pratiques un sens profond de l'engagement au service de leur pays. L'implication de toutes les parties prenantes, institutions internationales, états, entreprises, permettront d'atteindre plus rapidement cette ambition.

## ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE D'INNOVATION

L'ODD 9 associe le développement durable à la promotion de l'innovation. Si l'innovation technologique est à cet égard déterminante, l'innovation née sur le terrain, souvent à l'initiative de petits entrepreneurs locaux, est également porteuse de développement humain : conditions de vie, égalité hommes-femmes, santé... À condition d'être « inclusive », selon les modalités qui ont été formalisées par le marché du BOP (Base de la pyramide) : co-construire avec les « clients » des réponses adaptées aux besoins qu'ils ont exprimés, intégrer toutes les parties prenantes concernées (pouvoirs publics et autorités locales, organisations communautaires et de la société civile, ...), susciter des changements de comportements via les méthodes du marketing social, expérimenter à petite échelle avant de déployer plus largement.



**Gilles Trystram**  
Directeur Général d'AgroParisTech

La Chaire ParisTech «SUEZ – Eau pour Tous» s'inscrit pleinement dans la vocation d'AgroParisTech, Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement. Les défis démographiques, environnementaux et urbains qui nous attendent doivent se préparer par la formation et la diffusion du savoir, appuyées sur une recherche de qualité. Ce partenariat avec SUEZ, référence internationale de l'économie circulaire, illustre notre conviction de l'indispensable collaboration entre grandes écoles et entreprises.

Tous les projets soutenus par la Fondation SUEZ intègrent une démarche de transfert des connaissances, des savoir-faire et des pratiques opérationnelles et de gestion, à destination des communautés et organisations locales pour les projets de terrain, des cadres et dirigeants des services via les programmes de la Chaire ParisTech «SUEZ-Eau pour Tous». C'est la condition sine qua non de l'amélioration durable de l'accès aux services essentiels.



**Denys Neymon**  
Directeur général de la Global Business Line Infrastructures de Traitement Eau et Déchets ; Administrateur de la Fondation SUEZ



**199,5** MILLIONS  
C'est le nombre, en Afrique subsaharienne, de personnes vivant en ville dans des quartiers informels

**143** MILLIONS  
DE MIGRANTS POTENTIELS dans leur propre pays, suite à l'aggravation du changement climatique, d'ici 2050

source : ONU Habitat

source : Banque Mondiale



**Jean-Marc Boursier**  
Directeur général adjoint en charge des Finances et des activités de Recyclage & Valorisation en Europe du nord, administrateur de la Fondation SUEZ

Les défis de l'accès aux services essentiels dans les pays en développement comme ceux de l'insertion et de la cohésion sociale en France sont d'une complexité telle qu'il est aujourd'hui impératif de favoriser l'émergence, le développement et l'essaimage d'approches et de modèles innovants. Point de convergence de nombreux projets porteurs de solutions, la Fondation SUEZ joue ce rôle d'incubateur et de catalyseur de l'innovation.

Les « briketis » de Green Bio Energy, un combustible eco-friendly et abordable

MONDE 2009-2018

## Récompenser des initiatives individuelles pour en démultiplier l'impact



La Commission Technique, qui réunissait des représentants du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de la Banque Mondiale, de l'AFD, et d'INCO et de SUEZ s'est réunie fin mars 2018 pour l'édition 2017 - 2018



Le Club des Mères accompagne les femmes togolaises vers l'« empowerment »

Créé en 2009, le Prix SUEZ-Institut de France récompense « des innovations qui contribuent à développer les services de l'eau, de l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement ».

Pour chaque édition, deux Prix de 50 000€ chacun sont remis, selon deux types de candidatures :

- **Le Prix Accès aux Services Essentiels** récompense, pour permettre son développement et son rayonnement sur le terrain, l'aboutissement d'un travail de recherche appliquée portant sur une innovation, qui peut être de nature technique, organisationnelle, financière, sociale ou qui concerne des outils de diffusion des savoirs. Elle doit être présentée par un organisme à but non lucratif.

- **Le Prix Entrepreneurial Social** récompense une initiative portée par un entrepreneur social, génératrice d'emplois et ayant un impact sur les plans économique et social, en particulier envers les populations pauvres ou fragilisées.



Un projet innovant de transformation des déchets en combustible écologique

Dans les deux cas, les critères de sélection des dossiers présentés sont les mêmes : le projet doit être innovant, viable, pérenne, reproductible, libre de droits, et inclure dans sa conception et sa mise en œuvre les institutions et populations locales.

L'appel à candidatures pour l'édition 2017-2018 a été clos le 15 janvier 2018. Une présélection est faite par les équipes de la Fondation et de l'Institut de France pour soumission à la Commission technique, qui propose environ cinq dossiers au Jury.

Cette année, les prix seront remis lors d'une cérémonie officielle à l'Institut de France en juillet 2018, sous la présidence conjointe de Xavier Darcos, Chancelier de l'Institut de France, et de Jean-Louis Chaussade, Président de la Fondation SUEZ. ●

### Après cinq éditions du Prix SUEZ-Institut de France, quel bilan et quels enseignements pouvez-vous en tirer ?

« **Dominique Pin**  
Administrateur de la Fondation  
En tant que membre de la Commission technique et observateur au Jury, je suis frappé par la profusion, la diversité et la qualité des dossiers proposés qui témoignent d'une réelle dynamique des porteurs de projets, petits et grands, au service des plus démunis. Chaque année nous recevons une quarantaine de candidatures, parmi lesquelles nous en présélectionnons une dizaine. Et ces associations et ces entrepreneurs sociaux, parce qu'ils sont au contact direct des réalités du terrain, développent, parfois avec très peu de moyens, des solutions très innovantes.

une dimension intégrante, c'est à dire qu'ils sont conçus et mis en œuvre en concertation et coopération avec toutes les parties prenantes, y compris les plus vulnérables, c'est un de nos critères de sélection. Je pense par exemple au projet lauréat en 2012, le « Club des Mères », porté par la Croix-Rouge française au Togo, qui visait à s'appuyer sur les femmes pour faciliter l'appropriation et la gestion par les populations locales des nouveaux ouvrages hydrauliques. Nous sommes convaincus que cet ancrage communautaire et institutionnel est la clé de la pérennité des projets.

« **David Teillet**  
Directeur des services administratifs de l'Institut de France  
L'ingénierie des projets que nous récompensons comporte toujours

« **Muriel Leroy**  
Responsable de projets, Fondation SUEZ  
Le Prix récompense en effet des pionniers, des innovateurs, et nous constatons que, bien souvent, ils ont un coup d'avance sur des sujets

qui sont de plus en plus à l'ordre du jour. Je pense en particulier aux enjeux du changement climatique ou de l'épuisement des ressources naturelles. Nous avons récompensé plusieurs initiatives comme Green Bio Energy en 2012 ou Cajouvalor en 2016, qui développent des procédés de valorisation des déchets en énergie ; ce sont des leviers efficaces d'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre et de réduction de l'usage des énergies fossiles.

« **Louis de Genouillac**  
Responsable de la communication, Institut de France  
Autre point important : si nous récompensons tel ou tel projet, c'est parce que nous considérons qu'il est exemplaire et qu'il mérite d'être valorisé pour être dupliqué au bénéfice du plus grand nombre. C'est pourquoi nous demandons que les projets soient libres de droits, et nous

sommes très attentifs à la qualité de la présentation des projets réussis qui sont accessibles sous forme de vidéos et fiches techniques sur le site internet du Prix. Le partage des savoir-faire est un accélérateur de changement, nous souhaitons y contribuer.

« **David Teillet**  
Directeur des services administratifs de l'Institut de France  
Nous avons aujourd'hui suffisamment de recul pour mesurer l'impact des Prix que nous remettons, et lorsque nous réinterrogeons les lauréats quelques années après qu'ils ont été récompensés, nous sommes frappés de voir quel effet de levier a eu, sur le développement et le rayonnement de leur projet, le coup de pouce que nous leur avons donné. Ces résultats sont très encourageants et confortent le bien-fondé et l'utilité de notre démarche.



MONDE 2013-2018

## Un parcours unique pour former les leaders des services d'eau et d'assainissement



Le Master Executive a permis la définition de plans d'actions stratégique pour plus de 150 villes



Des outils pédagogiques très innovants et stimulants



Les 38 auditeurs de la promotion Takashi ASANO 2017/2018 ont reçu leur diplôme au siège de SUEZ

Depuis début 2016, entraînent en vigueur les ODD (Objectifs de développement durable) fixés par l'ONU, avec l'ODD6 qui vise à «garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau», représente un défi considérable pour les opérateurs des services publics ou privés des pays en développement. La création en 2009, avec le soutien de l'Agence Française de Développement, de la Chaire ParisTech «SUEZ- Eau pour Tous», à l'initiative conjointe de ParisTech, AgroParisTech, MINES ParisTech, SUEZ et du Fonds SUEZ initiatives, répond à la volonté de contribuer au renforcement des compétences des dirigeants à la tête de ces services.

**«Venez renforcer vos capacités pour préparer la transformation de vos entreprises vers l'excellence et la performance dans les quinze ans qui viennent.»**

Telle est la proposition faite aux candidats à la Chaire «Eau pour Tous», tous professionnels confirmés, dits «Executives», en poste

dans des entreprises de services urbains d'eau et de l'assainissement des pays émergents et en développement. Leur mission de futur dirigeant s'inscrit ainsi clairement dans une dynamique de changement. Ce qui nécessite l'acquisition de trois types de savoir-faire qui sont au cœur du programme de l'International Executive Master Eau pour Tous auquel prépare le cursus: savoir faire un diagnostic de la situation des services et élaborer les stratégies pour atteindre l'excellence technique, sociale et financière; savoir conduire le changement dans les entreprises de service public ou délégué, avec des méthodes de management durable; savoir définir et engager les dynamiques de réformes à l'échelle d'un service d'une grande ville, d'une région ou d'un pays.

### DE LA PROBLÉMATIQUE À LA SOLUTION : UN PARCOURS PÉDAGOGIQUE COMPLET

«L'intérêt de cette formation est que les auditeurs arrivent avec une problématique et qu'ils re-

partent non seulement avec de nouveaux acquis mais aussi avec des solutions», explique Myriam Bincaille, Déléguée générale de la Fondation SUEZ. Cette visée directement opérationnelle s'appuie sur une pédagogie innovante qui combine, sur une période de 14 mois: formation académique à Montpellier, voyages d'études sur des sites partenaires à l'international, missions de terrain dans le service d'origine, projections stratégiques de court à long terme, partage

d'expériences avec les autres auditeurs de la promotion. Le fil conducteur est l'élaboration par l'auditeur d'un plan stratégique en 3 parties (Diagnostic – Stratégie – Actions) visant à améliorer la qualité d'un service sur la zone urbaine assignée par sa direction, comptant de 100 000 à plusieurs millions d'habitants. Parallèlement chaque auditeur est accompagné par un coach, qui l'aide à développer son potentiel personnel et son aptitude au leadership.

«Que ce soit à long terme ou au quotidien, la gestion d'un service d'eau ou d'assainissement demande une approche globale et des actions concrètes. Donner les visions et les axes de management

au personnel de terrain, les projeter dans l'avenir avec confiance et avec l'esprit d'entreprise, c'est un véritable métier qui mérite une formation dédiée.

**Myriam Bincaille**  
Déléguée générale de la Fondation SUEZ

### LE MANAGEMENT STRATÉGIQUE EN ACTION

En août 2016, la Chaire ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous» a démarré une nouvelle formation spécifiquement dédiée aux Directeurs Généraux et Directeurs de services et axée sur le management stratégique. Ces sessions, qui réunissent pendant 5 à 8 jours une quinzaine de participants, comportent un temps de formation académique suivi d'un temps de mise en pratique, via un «simulateur stratégique» et un «jeu sérieux» qui met en interaction sur 3 jours les acteurs clés de l'«univers stratégique», appelés à coopérer dans le cadre de l'amélioration des services: le directeur général lui-même, les autorités et les institutions financières, la société civile et les clients, et le personnel de l'entreprise. L'objectif étant de comprendre comment la réussite d'un plan d'actions passe nécessairement par cette coopération, aussi complexe soit-elle, depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre.

«Investir dans les ressources humaines qui dirigent les services d'eau en les formant encore mieux et encore plus nombreux, aboutit à coup sûr à un retour sur investissement plus élevé que celui sur les infrastructures. Plus que des experts ou des bons techniciens, les professionnels que nous formons sont également capables d'entrer dans une démarche stratégique à long terme, d'insuffler leur vision et de conduire le changement pour atteindre les objectifs de cette grande aventure humaine: de l'eau et de l'assainissement pour tous.

**Jean-Antoine Faby**  
Directeur de la Chaire Eau pour tous

Plusieurs sessions francophones se sont déjà tenues, les premières sessions anglophones du parcours ont démarré fin 2017 à Ho Chi Minh Ville (Vietnam) et au Caire, en Egypte.



DEPUIS  
**2009**

**157**  
AUDITEURS  
FRANCOPHONES  
ET ANGLOPHONES  
venus de près de 47 pays

**150**  
VILLES  
dotées de plans d'actions  
établis pour une durée de  
15 à 20 ans

**104**  
MILLIONS  
D'HABITANTS  
bénéficieront  
de ces plans d'actions

PROMOTION  
**2017-2018**

**38**  
AUDITEURS

# Une gouvernance collaborative et engagée

La gouvernance de la Fondation SUEZ est organisée sur un modèle partenarial qui privilégie la complémentarité des ressources, des compétences et des modes d'intervention au service de la co-construction réussie des projets.

## Le Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration est présidé par son Président-Fondateur, Jean-Louis Chaussade.

Il est composé de 13 membres, élus pour 5 ans : des représentants de SUEZ, des personnalités indépendantes, qualifiées dans les domaines d'intervention de la Fondation, et un représentant des salariés du Groupe.

Le Conseil d'Administration définit la stratégie de la Fondation, c'est notamment lui qui précise les critères qualitatifs et quantitatifs à appliquer pour sélectionner les projets soutenus, sur proposition de la Déléguée générale. Il adopte le budget et fixe le contenu et le calendrier des activités.

Il se réunit deux fois par an et sélectionne les projets soutenus parmi ceux qui lui sont soumis après instruction par une communauté d'évaluateurs et sélection par les comités de la Fondation.

Il est épaulé par deux Comités de sélection distincts :

**- Le Comité de Sélection «Accès aux Services Essentiels et Insertion»**, qui intervient dans les domaines du renforcement de l'accès aux services essentiels ainsi que sur les projets visant le resserrement du lien social, en particulier dans les quartiers urbains défavorisés en France, au travers de l'insertion professionnelle et de l'accompagnement social des personnes en difficulté.

Il est composé de :  
*Frédérique Raoult, Bernard Guirkingier, Dominique Pin et de Jean-Louis Chaussade.*

**- Le Comité de Sélection «Cohésion sociale»**, intervient dans le domaine de l'aménagement et de la cohésion des territoires, sur les projets d'ordres scientifique, pédagogique, social, sportif, culturel et artistique, ainsi que sur les projets de sensibilisation et d'action en faveur de la préservation de l'environnement et de la biodiversité.

Il est composé de :  
*Jean-Yves Larroutourou, Denys Neymon et de Frédérique Raoult.*



## L'équipe permanente

L'équipe permanente de la Fondation assure, avec l'appui de salariés volontaires, la mise en œuvre et le suivi opérationnel des orientations stratégiques et des décisions du Conseil d'Administration.

## La Communauté de la Fondation

La Communauté de la Fondation rassemble l'ensemble des collaborateurs de SUEZ qui donnent de leur temps et mettent leurs expertises au service des projets, en bénévolat et/ou en mécénat de compétences.

## LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



- 1 Jean-Louis Chaussade**  
Directeur Général de SUEZ, Président-Fondateur de la Fondation SUEZ
- 2 Frédérique Raoult**  
Directrice du Développement Durable et de la Communication Groupe, vice-Présidente de la Fondation SUEZ
- 3 Jean-Marc Boursier**  
DGA des Finances et des activités de Recyclage & Valorisation en Europe du nord
- 4 Bertrand Camus**  
DGA en charge des zones Afrique, Moyen Orient, Inde, Asie et Australie-Pacifique
- 5 Axelle Davezac**  
Directrice Générale de la Fondation de France, Administratrice de la Fondation SUEZ, nommée le 12 avril 2018
- 6 Marie-Ange Debon\***  
DGA en charge de la France, de l'Italie et de l'Europe Centrale
- 7 Bernard Guirkingier**  
Délégué régional du Groupe SOS région Est
- 8 Jean-Yves Larroutourou**  
DGA de SUEZ, en charge de la transformation du Groupe et Secrétaire Général
- 9 Denys Neymon**  
Directeur général de la Global Business Line Infrastructures de Traitement Eau et Déchets
- 10 Dominique Pin**  
Ingénieur des Arts et Manufactures
- 11 Franck Reinhold Von Essen**  
Secrétaire du Comité Central européen, Administrateur de la Fondation SUEZ représentant les salariés
- 12 Marie Trelle-Kane**  
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE, Conseillère au Conseil économique, social et environnemental
- 13 Nomination en cours**

\* Membre du Comité Consultatif d'Investissement

**Myriam BINCAILLE, Déléguée générale, Agatta CONSTANTINI, Chargée de projets, Muriel LEROY, Responsable de projets et de la Communication, Béatrice ROZIÉ-PERIER, Chargée administration et projets et de la Communication, tiennent à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté de la Fondation qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure professionnelle et humaine formidable !**

H. Abdallah, M. Ablin, F. Aguesse, O. Ahidar, P. Alexandre, V. Antigny, V. Audebeau, M. Aupetitgendre, JM. Arousseau, A. Avril, J. Bachelet, P. Bachelery, M. Badie, A. Bajot, S. Barbezier, L. Barlet, J. Barrault, H. Barthalan, L. Bastidas, J. Batisse, JM. Battarel, I. Baudin, A. Bauzone, C. Bazalgette, JP. Becue, R. Belaidouni, F. Belarbi, N. Bendaoudi, C. Bergez, S. Berman, D. Bernard, J. Bertrand, S. Besnault, JL. Besset, M. Bignot, S. Birard, P. Bizot, M. Blanc, C. Blanc-Montmayeur, P. Blayac, L. Bo, B. Bon, S. Bondoux, H. Bonnel, B. Bonello, Y. Bonhomme, F. Boronat, C. Borralho, A. Botbol, G. Boulanger, L. Boumahdi, C. Bourgougnon, JM. Boursier, L. Bouzekri, F. Boyer, I. Bras, S. Briand, M. Brun, C. Buard, J. Bui, R. Casalis, A. Carbonel, R. Casalis, C. Caucat, N. Cavallini, I. Censi, S. Chadli, S. Charles, C. Chaumin, C. Chevron, J. Chio, JC. Clermont, B. Colombo, D. Conteau, S. Cornu, L. Couffignal, M. Coulon, TA. Cousin, G. Cros, N. Dargère, G. Darras, S. De Almeida, L. de Bodman, E. de la Gueronnière, J. del Castillo, M. Debiais, P. Decourtray, B. Deleplancque,

L. Delorme, J. de Montal, A. Denis, T. Dhaou, P. Dautuille, G. d'Hoop, Z. Do-Quang, E. Dos Santos, E. Drouard, S. Dubreil, O. Duguay, S. Dupiot, M. du Rostu, P. Erbetta, T. Erk, Y. Fagherazzi, E. Faure, G. Fay, S. Faye-Lufade, M. Ferjoux, MJ. Fernandez-Mendy, T. Ferrand, C. Fidelaine, A. Filali Meknassi, S. Fontaine, P. Folliasson, V. Fournier, V. Fremin, C. Fuvelle, AC. Gadonnet, P. Gaillard, T. Gaillard, D. Gaillard, B. Garnier, V. Garnreiter, L. Gaudichaud, A. Gauthier, F. Gautron, C. Gayraud, L. Gelie, D. Geoffray, L. Gestin, S. Ghannem, C. Girbeau, P. Gislette, L. Gobille, O. Godard, MC. Gout, O. Grandgirard, J. Gribenski, AL. Grout, F. Guenerin, LG. Guerra, C. Guiden, P. Guiffant, L. Guiraud, J. Guittet, JP. Harry, M. Hayet, F. Henrion, S. Heraud, T. Hernandez, S. Heuclin, N. Houel, MO. Hure-Dubot, M. Hurtrez, R. Hurvy, L. lungmann, F. Jacq, P. Jacq, C. Jacquis, V. Jamin, B. Janicijevic, M. Jasson, I. Jaugey-Ndiaye, C. July, M. Kacimi, Y. Kankarti, J. Karaoui, S. Kechit, A. Kyriacos, S. Klecha, J. Labre, N. Labry, F. Labussière, V. Lagrange, C. Lambert, J. Launay, P. Laurent, M. Laux-Chalancon, S. Le Bronnec,

A. Le Moan, P. Lemoine, A. Le Texier, J. Leclerc, A. Lecuona, F. Lefeuvre, P. Lemoine, P. Leon, F. Le Quesne, L. Lesage, Y. Lesty, C. Leterrier, N. Levy, E. Lincot, X. Litrico, S. Lombard, M. Lopez, JF. Loret, JM. Lotthé, H. Louvet, D. Lucente, C. Macombe, H. Madiec, A. Magné, F. Mainguy, L. Malcorpi, J. Mallevialle, J. Manem, D. Mangin d'Ouinca, P. Mappa, N. Mariette, B. Marilhet, C. Marion, JJ. Marsaly, JL. Martel, L. Martin, M. Martin, S. Martin, Al. Masfaraud, A. Mattecatt, JP. Maugendre, S. Maurel, S. Mazan, S. Mediouni, B. Melliez, M. Menard, A. Merceron, F. Mestre, A. Mezzoue, A. Michels, S. Moliere, P. Monnier, J. Moreau, S. Morin, K. Mouhaddab, D. Moulin, M. Mouroux, R. Muniz, S. Nait Kaci, I. Nauffle, B. Négrier, P. Nello, JF. Neuville, B. Nhàili, LJ. Noyel, O. Oberti, K. Odeh, P. Odievre, D. Ogeron, T. Ohayon, E. Oppeneau, J. Ouaicha, H. Parent, N. Parinaud Gouedard, JB. Parnaudaud, S. Payenneville, E. Pellet, M. Perez-Nicolas, J. Petelet, F. Petitpain-Perrin, S. Peytavi, H. Pham, V. Pham, P. Piéronne, V. Piazza, D. Pin, P. Pina, E. Piolat, JM. Piriou, S. Planchon, D. Plantier, E. Pomar, JM. Ponte, A. Pouliquen, PY. Pouliquen, C. Pradels, C. Prompsy,

I. Quinque, D. Ricros, H. Rigolot, JP. Rizza, JF. Robin, C. Rocher, B. Rodallec, M. Rodriguez, R. Rondot, C. Rossi, M. Rouez, S. Rous, JM. Rousseau, A. Rovera, M. Russeil, P. Sacareau, K. Said, C. Savey, J. Sayegh, J. Scheidecker, JL. Schnitzler, M. Schoonheere, C. Scius, H. Sedkaoui, E. Senante, JC. Seropian, R. Serra, M. Simon, D. Sinapah, H. Siréna, JL. Sonnier, A. Suarez, P. Swyngedau, F. Taillard, C. Tavelet, C. Tassin, C. Tieu, L. Tiret, A. Toupet, A. Tricaud, H. Valade, B. Vanden Bossche, N. Vanderstichel, F. Van Rijckevorsel, E. Vaucois, G. Vayson, T. Veith, S. Venot, M. Versini, F. Vias, D. Vienne, F. Vigier, B. Vincent, S. Vinsot, MC. Vivant, RI. Virgilio-Venancio, P. Vizier, A. Vonbank, L. Voisin, M. Wu, S. Zariatti.



Directeur de publication : Myriam Bincaille - Responsable de production : Muriel Leroy - Réalisation : Anne Cormier/Dimitri Dubreucq [www.epeus.fr](http://www.epeus.fr)

Crédits photos : © SUEZ, S. de Bourguès, Die Poortier, M. Bertrand, A. de Cadoudal, T. Bèluret, Capa Pictures/P. Oliver, J. Luth, A. Detienne, 100 Fontaines-Acted-Action, Contre la Faim/Florian Serlex-Atemac-Aide et Action-AJC-Amor-AMREF - Aquassistance-Ateliers Sans Frontières-Arouts Cours-Care-DeFrapade-Croix-Rouge Française/Jean-Luc Luysse-Culture Frontière-Découvrir Analyser/Jean-Luc Luysse-Culture Frontière-Fondation 2<sup>e</sup> Chance-Friendship-GK Saver-Fondation GoodPlanet-Gret-Institut de l'Engagement-Interaide-La Chaîne de l'Espoir -La Cimade/A. Belamy-Lukmef-Maison Pour Rebondir-Médécins Sans Frontières/Aurèle Baumeil/Silas Adamou-Morija-Claira ParisTech ->SUEZ - Eau pour Tous\*/Sabine de Rozières-Musée du quai Branly - Jacques Chirac/C. Zannetti-cci-Péniche du Cœur/Solange Gautier- Première Urgence H- Institut de France/S. de Rozières-Promolèmes-Puits du Désert-Rain Drop-Réjoué-Réseau Cocagne-Rotary-San Lorenzo-Secours Catholique-SOS Sahel- Triangle GH- Unicef-Unis-Cité. Avril 2017.



Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC®) par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Impr'prim'Veert. Impression : EB Expansion



**fondation**  
 **suez**

Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France  
[fondation-suez@suez.com](mailto:fondation-suez@suez.com)

[www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage](http://www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage)

[www.fondation-suez-realizations.fr](http://www.fondation-suez-realizations.fr) [www.prix-initiatives.com](http://www.prix-initiatives.com)

